

Chapitre 4:

L'U.R.S.S. du stalinisme triomphant à la sclérose brejnévienne

(1945-1985).

Je saute la guerre, que je traiterai au chapitre 6; je voudrais cependant ici en évoquer le **bilan** intérieur. Il fut terrible: une vingtaine de millions de morts, peut-être vingt-six, dont une nette majorité de civils, Juifs et Tsiganes exterminés, victimes des massacres "ordinaires" des nazis, des famines, des bombardements, des règlements de compte entre Soviétiques au gré des flux et des reflux des deux armées — de ce fait, alors que les territoires annexés entre 1940 et 1945 abritaient vingt-trois millions de personnes, en 1945 la population de l'U.R.S.S. (cent soixante-douze millions d'habitants) dépassait à peine le chiffre de 1939¹. Un sixième de la population active avait disparu (les morts étaient en majorité des hommes: en 1945 les femmes représentaient 56% de la population active et 53% de la main-d'œuvre industrielle). Parmi les conséquences internes de la guerre, il faut noter l'ampleur des bouleversements sociaux: un nouveau **renouveau en profondeur de la classe ouvrière** (et donc de nouvelles ascensions sociales; d'autres eurent lieu par le biais de l'armée); la féminisation de la classe ouvrière et de la population active en général. Du point de vue des pertes matérielles, l'U.R.S.S. avait perdu 50% de ses chevaux, 65% de ses porcs, 20% de ses bovins, trente-deux mille entreprises industrielles, soixante-cinq mille kilomètres de voies ferrées; soixante-dix mille villages et mille sept cent villes et bourgs avaient été complètement détruits, il y avait vingt-cinq millions de sans-abri. C'était que les combats avaient été terribles et que les deux armées avaient successivement pratiqué la politique de la terre brûlée...

La guerre avait entraîné, très provisoirement, un **recul du volontarisme économique** (notamment dans le secteur agricole), une **dépolitisation des décisions ordinaires**, une **revalorisation des compétences techniques** au détriment de la légitimité politique. Sous la pression de la nécessité, qui ne faisait pas bon ménage avec l'idéologie, il avait été mis fin aux dysfonctionnements les plus criants. Ainsi en octobre 1942 le régime avait supprimé les commissaires politiques dans l'armée: ils s'étaient révélés incapables et de toute façon l'heure n'était plus au double commandement². Il y avait eu aussi un gros effort de formation professionnelle accélérée, et l'on avait fait la chasse aux gaspillages: la productivité du travail avait augmenté, paraît-il, de 40%. On avait laissé plus de liberté aux kolkhoziens, notamment

¹ J'ai expliqué au chapitre 3 que ce chiffre de 1939 n'avait rien à voir avec une quelconque réalité. Mais comme les chiffres des recensements suivants furent calculés à partir de ceux de 1939, les ordres d'erreurs sont les mêmes, et si les chiffres absolus sont peu fiables les évolutions le sont en revanche.

² Les titres d'officiers avaient été rétablis en 1940.

sur leurs lopins, en échange d'un travail accru pour le kolkhoze; on leur avait attribué une part plus importante de la récolte du kolkhoze à titre de paiement en nature, et on les avait laissé vendre en ville, avec le produit de leur lopin, ce qu'ils n'en consommaient pas. L'État avait fermé les yeux sur le développement de ces marchés kolkhoziens qui s'étaient multipliés, et où les prix étaient évidemment bien plus élevés que dans les magasins d'État: cela avait permis d'éviter la disette dans les villes. En 1945 les marchés kolkhoziens assuraient 90% des revenus des paysans, ce qui n'était pas fait pour améliorer l'attention portée au travail collectif.

Les **résultats économiques globaux** furent impressionnants: dès 1942 la production recommença à augmenter; en moins d'un an et demi, l'U.R.S.S. récupéra la supériorité en matière de production d'armements. Certains matériels de guerre soviétiques, comme les chars T 34, étaient de qualité supérieure aux matériels allemands correspondants¹. Ces résultats montraient que les méthodes bolcheviques de gestion de l'économie pouvaient donner des résultats... lorsque la population les acceptait et qu'elle partageait les objectifs des hommes au pouvoir. En 1941-1945, il ne s'agissait plus de faire la Révolution mais de sauver l'U.R.S.S. (la Russie?) et d'échapper au destin réservé par Hitler aux "sous-hommes" slaves.

C'était d'ailleurs pourquoi **Staline avait remis en vigueur les valeurs nationales (russes) et le patriotisme**. Dès juillet 1941, dans son premier discours depuis la déclaration de guerre, il avait banni le mot "camarades" et s'était mis à utiliser une expression fort peu prolétarienne: "frères et sœurs"; il avait dénoncé le grave danger qui menaçait « notre Patrie ». Ce n'était plus le communisme qui combattait le capitalisme, c'était la Russie qui combattait les Teutons. C'est de 1943 que date l'expression "Grande Guerre patriotique", qui est restée la plus employée en U.R.S.S., puis en Russie pour désigner la seconde guerre mondiale. Effectivement la guerre avait vu l'apparition d'**un patriotisme soviétique**; cette expression a eu un sens réel au moins dans cette génération, transcendant les divisions entre milieux sociaux et entre nationalités; la fierté d'avoir gagné le conflit, presque seuls en Europe, la fraternité d'armes, ont fait de cette génération sans doute la seule qui, collectivement, ait été fière d'être soviétique, et même, par ricochet en quelque sorte, d'avoir contribué à bâtir le socialisme.

De même, il y avait eu très vite un **rapprochement avec l'Église orthodoxe** (qui avait multiplié les proclamations de loyalisme dès le début du conflit); en fait, dans ce domaine il y avait déjà eu une légère détente à la fin des années 1930, ainsi les carnivals sacrilèges avaient été interdits en 1936 et quelques lieux de culte avaient rouvert leurs portes. La ligue des Sans-Dieu avait été dissoute en septembre 1941 et la presse spécialisée dans l'anticléricalisme avait disparu. En 1942, les croyants moscovites avaient pu assister à la messe de minuit de Pâques, le couvre-feu ayant été levé pour l'occasion. En septembre 1943, Staline avait reçu au

¹ Attention quand même: l'U.R.S.S. n'aurait pas gagné la guerre sans l'aide américaine, notamment sous forme de matériels de guerre (voyez au chapitre 6).

Kremlin les principaux hauts dignitaires de l'Église orthodoxe, et il avait autorisé l'élection d'un nouveau patriarche de Moscou (le siège était vacant depuis 1925). Tout ceci ne dura évidemment que le temps de la guerre. Il y avait eu enfin un semblant de détente en matière culturelle, tout aussi éphémère. En revanche une autre conséquence essentielle du conflit fut la **personnalisation encore croissante du pouvoir**: Staline, qui restait secrétaire général du P.C.(b.)U.S., avait remplacé Molotov en mai 1941 à la tête du conseil des Commissaires du peuple; il avait pris la tête du comité d'État pour la Défense, s'était proclamé maréchal (en 1943, après Stalingrad) et généralissime (en 1945). Pour la première fois depuis 1917, tous les pouvoirs étaient officiellement concentrés entre les mains d'un seul homme.

I-Le stalinisme triomphant (1945-1953).

« L'essentiel, c'est l'État. L'État est semblable au chiffre 1. Les hommes sont le zéro qui le décuple ».

Vassili Grossman, *Tout passe* (début des années 1960).

A) Le retour au modèle économique d'avant-guerre.

Dès la paix conclue, Staline imposa le retour au modèle de développement des années 1930: même pour les besoins de la reconstruction, il ne fut pas question de tolérer la moindre souplesse. Passée l'urgence, qui avait imposé le retour provisoire à un minimum de pragmatisme, **l'idéologie reprit tous ses droits**, d'autant plus que l'U.R.S.S. avait désormais un Empire sur les richesses duquel elle pouvait se reposer pour continuer le développement de l'utopie socialiste. On en revint à la priorité à l'industrie lourde et au système des **plans quinquennaux** (le quatrième fut lancé en 1946, avec des objectifs à peine moins irréalistes que dans l'avant-guerre; le cinquième lui succéda pour la période 1951-1956¹).

Dans le domaine de l'**agriculture** on en revint à la prééminence absolue des kolkhozes et des sovkhozes sur l'exploitation individuelle de la terre. Évidemment, les régions où l'agriculture avait été décollectivisée durant la guerre par les nazis (ou s'était reprivatisée spontanément) furent immédiatement recollectivisées, et dans les régions annexées entre 1940 et 1945 l'économie fut réorganisée selon les mêmes bases que dans le reste de l'U.R.S.S. Entre

¹ Pour mémoire, la liste des suivants: le VIe (1956-1958), fut abandonné pour irréalisme et dissensions dans l'équipe dirigeante; le VIIe, septennal (1959-1965), fut celui du volontarisme khrouchtchévien; puis ils se succédèrent de cinq en cinq ans. Quand je faisais mes études, on apprenait ça par cœur, avec les objectifs et les résultats par branches, sans se poser jamais la question de la valeur de tous ces chiffres!

1946 et 1949, les kolkhozes récupérèrent dix millions six cent mille hectares de terres qui avaient été distribués aux kolkhoziens durant la guerre (ou que les kolkhoziens s'étaient attribués): ce qui correspondait entre autres à une forte réduction de la surface des lopins paysans. En 1948, les kolkhoziens furent "vivement invités" à vendre leur petit bétail à l'État, ce qui se solda par des abattages massifs, comme dans les années 1930. Les quotas de livraisons obligatoires à l'État furent relevés; les prix payés aux kolkhozes restaient bas. On réduisit les distributions en nature de produits du kolkhoze aux paysans, ceci afin d'étrangler les marchés kolkhoziens¹. En 1947 une réforme monétaire déflationniste, qui toucha en priorité les "bas de laine" accumulés durant la guerre, en finit avec les économies des paysans. Enfin l'encadrement communiste dans les campagnes se renforça. Tout cela provoqua de nouvelles poussées de famine, et contribua à un nouvel **exode rural** massif: de 1946 à 1953, huit millions de ruraux quittèrent leurs villages.

Dans l'**industrie**, le pouvoir prit de nouvelles mesures pour fixer les ouvriers dans leur emploi; il réaffirma le principe du salaire aux pièces et releva les normes. Le régime confirma aussi l'importance accrue de la Sibérie et de l'Asie centrale dans l'économie industrielle soviétique, un héritage de la guerre (de nombreuses entreprises menacées d'être occupées par les Allemands avaient été démenagées vers l'est — voyez au chapitre 6): on encouragea la main-d'œuvre à rejoindre ces régions, en lui faisant miroiter des salaires très élevés, et effectivement elle y accourut — la proportion de déportés dans la population diminua. Au total il y eut une nouvelle explosion de la main-d'œuvre industrielle (durant le IVe Plan elle augmenta de huit millions et demi de personnes, essentiellement venues des campagnes).

Dans ces conditions proches de celles des années 1930, la **reconstruction** fut très rapide (en 1948 le niveau de la production retrouva celui de 1940; il avait déjà doublé en 1952!), mais au prix d'un regain de désordre économique dans le pays; et aussi de pénuries et d'inflation (ce sont les deux faces d'un même phénomène, comme je le démontrerai plus bas dans le même chapitre). En revanche la productivité n'augmenta que de 6%, malgré un retour en force du stakhanovisme — mais personne n'en voulait plus: les cadres savaient que tout record de production impliquait une désorganisation qui rendait plus difficile de remplir les objectifs normaux du Plan; les ouvriers, que tout "exploit individuel spontané" se traduisait par un relèvement immédiat des normes pour tout le monde, car si un travailleur y était arrivé, pourquoi les autres fussent-ils restés à la traîne? Le résultat, ce fut qu'après une phase de très vive croissance liée à la reconstruction en 1947-1949, les difficultés économiques et les tensions sociales recommencèrent: en 1952, le pouvoir d'achat des Soviétiques était toujours inférieur de 30% à celui de 1928 (les services sociaux gratuits ne sont pas pris en compte dans ce calcul).

¹ Ils ne disparurent jamais. Dans les années 1980, les lopins individuels assuraient encore 20% de la production agricole sur 1,5% de la S.A.U.

B) L'apogée du système répressif et du pouvoir personnel; le jdanovisme.

Les pratiques politiques les plus brutales reprirent dès les lendemains de la guerre. Au chapitre 5, j'évoque le cas des **peuples déportés**. Il y eut aussi le drame des **prisonniers de guerre**, dont certains avaient passé trois ans dans les camps allemands: 80% d'entre eux furent envoyés directement au Goulag, où beaucoup moururent parce qu'ils étaient déjà épuisés et n'arrivaient pas à accomplir la norme, ou en exil intérieur: c'était qu'ils avaient été en contact avec le monde extérieur et qu'il ne fallait pas qu'ils parlissent. On afficha à l'entrée des villages des panneaux proclamant qu'il ne fallait pas croire les propos des rapatriés: le régime cherchait à les faire passer pour des traîtres.

Le **Goulag**, où les conditions d'existence s'étaient nettement aggravées durant la guerre (le taux de mortalité des prisonniers fut de 18% en 1942), accueillait sans doute encore plus de pensionnaires que dans les années 1930; les estimations, forcément sujettes à caution, vont jusqu'à quinze millions (le *Livre noir* indique que la population de l'Archipel crût de 45% en 1944-1946, en bonne partie à cause de la prise en main des régions annexées après la guerre; mais il n'arrive qu'à un total de deux millions sept cent cinquante mille prisonniers, plus un nombre à peu près égal de "colons spéciaux" qui dépendaient d'une autre direction du Goulag, plus un personnel d'encadrement de deux cent mille personnes, soit entre cinq et six millions de personnes concernées au total). Les personnes condamnées à dix ans de camp en 1937-1938 virent leur peine prolongée automatiquement à expiration; mais à partir de 1948 la mortalité baissa dans les camps car les autorités du Goulag tâchèrent de rendre plus "rentable" leur troupeau d'esclaves (aucune nouvelle purge de masse n'était en vue¹); l'État introduisit même des primes et des salaires (très bas, quinze à vingt fois moins que pour les travailleurs libres). Cela dit, des pratiques "antiéconomiques" persistaient dans les camps, qui montraient bien que les bolcheviks n'étaient pas complètement sortis d'une logique d'extermination: celui qui n'arrivait pas à accomplir la norme voyait toujours sa ration diminuée, ce qui le condamnait à mort à court terme.

L'**apogée** du Goulag date probablement des années 1948-1952. Il y avait de véritables "**voies concentrationnaires**", c'est-à-dire des routes le long desquelles se concentraient les camps. Le Kazakhstan et la Kolyma étaient couverts de camps. Un exemple: l'agglomération

¹ Il y eut quand même en 1948 une campagne de déportation des "parasites" des kolkhozes, et en 1949-1950 la collectivisation de l'agriculture dans les anciens pays Baltes et en Moldavie se solda par la déportation d'une partie non négligeable de leur population rurale (deux cent mille personnes en tout): ils devinrent des "colons spéciaux". Comme l'installation du pouvoir soviétique en 1944 avait déjà occasionné une importante répression, en 1953 le *Livre noir* estime que 10% de la population adulte mâle des pays Baltes étaient en prison ou en camp.

minière de Vorkouta, fondée comme camp de travail en 1931, avait cinquante-cinq mille habitants en 1955, dont cinq mille libres, huit mille droits communs et quarante-deux mille prisonniers politiques; on estime que de 1931 à 1991, deux millions de prisonniers s'y sont succédé. La mémoire du Goulag est encore très prégnante dans ces régions. Un ami estonien, l'ethnologue Liivo Niglas, m'a raconté qu'encore en 1999, sur l'ancienne ligne de chemin de fer Salekhard-Nadym en Sibérie nord-occidentale, aujourd'hui abandonnée¹, les nomades nenets refusaient d'utiliser les baraques où Staline et Khrouchtchev avaient logé les esclaves qui l'ont construite, et en éloignaient leurs rennes: elles sont pleines d'esprits mauvais...

Les "**zeks**"², les détenus, étaient toujours employés à l'exploitation forestière, à l'extraction minière, à la construction de voies ferrées (notamment le B.A.M.), de grands barrages (dont celui de Bratsk), de villes, de canaux (comme celui de la Volga au Don, achevé en 1952); ils permirent à l'U.R.S.S. de mettre en valeur des régions marginales à coût très bas, même si, on l'a vu, ce n'était plus la seule méthode, et si à partir de 1950 la productivité des esclaves du régime commença à baisser fortement, entre autres parce que l'administration ne parvenait plus à éliminer les bandes mafieuses qui allaient jusqu'à s'affronter entre elles dans certains camps. En effet, le Goulag ne formait pas une société concentrationnaire ordinaire: c'était un monde (les camps les plus étendus avaient environ soixante-dix mille détenus!), avec ses cellules de base familiales (en 1953, il y avait cinquante-cinq mille enfants nés en camp, élevés par leurs mères), ses stratifications sociales, ses règles de structuration (par exemple la domination des "droits communs" sur les "politiques" avec la bénédiction de l'encadrement, comme dans les camps de travail nazis); ses codes, ses lois, sa langue. Mais c'était une société non libre — encore moins libre que l'autre.

Par ailleurs, en 1943 étaient apparus des "camps à régime spécial", véritables mouiroirs (par exemple pour le travail dans les mines de radium!), et en 1948 d'autres camps spéciaux pour les gens condamnés pour "crimes antisoviétiques" ou "activités contre-révolutionnaires". Dans ces camps les détenus, deux cent mille au total, étaient moins amorphes, plus organisés que dans les autres, dont les pensionnaires s'étaient en général retrouvés là sans avoir marqué d'hostilité pour le régime, pour avoir contrevenu à l'une des nombreuses lois répressives, et ne remettaient pas le système en cause; par ailleurs les "droits communs" y étaient moins puissants qu'ailleurs. C'est pourquoi, dès le début, ces camps spéciaux furent le théâtre de révoltes. En fait, **à la mort de Staline le Goulag était en crise**, mastodonte ingérable et de moins en moins profitable à l'économie. Trois semaines après la mort du despote, Béria fit libérer un million deux cent mille détenus, bouches inutiles et surtout chair à révolte.

¹ Salekhard était un camp; Nadym est pour l'essentiel une ville pétrolière des années 1970, mais auparavant il existait une petite agglomération du même nom. Ce tronçon était censé s'intégrer à terme dans une ligne "circumpolaire", c'est-à-dire qui allait de nulle part à nulle part.

² Ce terme a été popularisé par Soljenitsyne dans la nouvelle *Une journée d'Ivan Denissovitch*, que j'évoquerai plus bas dans ce même chapitre (le nom du "héros" de la nouvelle est Choukhov). C'est une abréviation de *zaklioutchonny* (détenu).

Le **culte de Staline**, le "petit père des peuples", atteignit des sommets. Sur le mont Elbrouz, dans le Caucase, une colossale statue moustachue portait cette inscription: « sur le plus haut sommet d'Europe, nous avons érigé le buste du plus grand homme de tous les temps ». En décembre 1949, le soixante-dixième anniversaire du dictateur fut l'occasion d'une avalanche mondiale de cadeaux et de messages. Le grêlé à la moustache était pourtant de plus en plus solitaire et paranoïaque; il faisait régner la terreur sur ses proches collaborateurs — on raconte que lors de soirées de beuverie il forçait des membres du Politburo à danser entre eux...

Surtout, le régime chercha à reprendre le contrôle des intellectuels; sur ce point on alla encore beaucoup plus loin qu'avant-guerre. Cette période est restée sous le nom de **jdánovisme** (*jdánovchtchina* en russe), car elle fut marquée par la personnalité d'Andrei Alexandrovitch Jdanov (1896-1948) qui assurait la direction des organes idéologiques du Parti; mais la fièvre idéologique continua après sa mort. La *jdánovchtchina* commença en 1946 avec une campagne contre les influences étrangères, le "décadentisme occidental", les "aspirations métaphysiques", l'"individualisme petit-bourgeois" et "l'art pour l'art"; **ce qu'il fallait combattre, c'était le "formalisme"**, c'est-à-dire l'absence de message idéologique explicite, **et l'objectivité**, valeur bourgeoise. Seul "l'esprit de parti" devait guider les artistes; toute œuvre devait avoir un contenu révolutionnaire, et ce contenu était le seul critère "esthétique" toléré. Pour Jdanov toute vérité était « une vérité partielle », mouvante, soutenue par la lutte idéologique, qui était la seule chose importante. Le monde était divisé en deux camps inconciliables, et cette division était appelée à durer car le capitalisme faisait preuve de grandes capacités d'évolution (ou alors, selon d'autres thèses présentes à l'époque dans le discours officiel, car il était proche de son déclin et d'autant plus dangereux); il fallait donc armer idéologiquement l'U.R.S.S. pour une lutte à mort de longue haleine. Dans ces conditions non seulement toute critique mais toute tentative de détachement, toute absence d'engagement celait une complicité avec l'ennemi de classe, avec l'ennemi de la Patrie soviétique.

Plusieurs revues furent fondées dans le but de contrôler la vie culturelle, d'assurer le dictateur qu'elle était bien désormais entièrement "au service de la formation communiste des masses". Jdanov se déchaîna notamment contre la poétesse **Anna Akhmatova**, qui **fut exclue de l'Union des écrivains** en septembre 1946. Il s'attaqua ensuite aux films "dépourvus d'idées", notamment le dernier film d'Eisenstein (sorti en 1945), qui présentait *Ivan le Terrible*, le bâtisseur de l'Empire russe, sous un jour insuffisamment positif. Eisenstein mourut en 1948 de mort naturelle. Ensuite ce fut le tour du théâtre, puis des philosophes, enfin de la musique: Prokofiev et Chostakovitch, entre autres, furent accusés "d'avoir oublié l'immense rôle social de la musique pour flatter les goûts dégénérés d'une poignée

d'individualistes esthétisants". Tchaïkovski et Glinka, c'est-à-dire la tradition néo-romantique, étaient présentés en exemple. Tous les grands artistes de l'U.R.S.S. se turent. Un torrent de romans dans le goût petit-bourgeois de la fin du XIXe siècle, de symphonies patriotiques à peine dignes de fanfares à majorettes, déferla sur le pays. **La politisation touchait même toutes les branches du savoir scientifique.** Il y avait des sciences "bourgeoises", condamnées comme telles: la cybernétique, la psychanalyse. Dans d'autres domaines le régime intervenait ouvertement pour imposer tel courant face à tel autre, sur des critères purement idéologiques. Ainsi en 1950 Staline intervint directement dans le débat linguistique, avec un essai sur *Le marxisme et les problèmes de la linguistique* — cet article semble avoir été écrit avant tout pour justifier des purges internes au groupe dirigeant, mais il fit les ravages qu'on imagine dans les universités. Je reviendrai longuement sur l'exemple de la biologie dans la sous-partie suivante.

En 1948, **la dénonciation des influences étrangères, du "cosmopolitisme" prit le dessus** (en février, les mariages entre Soviétiques et étrangers furent interdits), et ces accusations prirent rapidement une forte connotation antisémite; de nombreuses publications et organisations juives furent supprimées (notamment celles créées durant la guerre); en janvier 1948 le directeur du théâtre juif de Moscou, Salomon Mikhoels, trouva la mort dans un mystérieux accident de circulation. Les médias et les professions médicales furent épurés. Des artistes et écrivains juifs furent déportés en Sibérie; même l'épouse de Molotov, qui était ministre des Affaires étrangères, fut arrêtée en janvier 1949 et condamnée à cinq ans de camp pour "perte de documents contenus secrets d'État"; bien entendu Molotov, terrorisé, continua d'occuper son poste. C'était que l'U.R.S.S. était en train de se brouiller avec Israël après l'avoir soutenu à sa naissance, entre autres choses parce que ce pays présentait un peu trop d'attrait pour les Juifs soviétiques, qui cherchaient à y émigrer en masse. C'était aussi, tout simplement, que le vieil **antisémitisme** russe refaisait surface dans le contexte de la "re-russification" accélérée de l'U.R.S.S.; par ailleurs, le mythe du complot juif s'accordait bien à la paranoïa du Tsar rouge, d'autant qu'aux États-Unis la communauté juive est nombreuse et influente: fantasmes sociaux, géopolitiques et racistes confluaient pour le malheur des Juifs soviétiques.

Le régime n'avait plus rien à voir avec celui que Lénine avait fondé; dans son visage quotidien l'U.R.S.S. n'avait plus grand-chose de révolutionnaire (même si les ambitions demeuraient); par de nombreux aspects elle ressemblait de plus en plus à un pays comme les autres. Les commissaires du peuple furent rebaptisés ministres en 1946; l'Armée rouge, "Forces armées soviétiques"; en décembre 1952 le Parti communiste (bolchevik) de l'Union soviétique perdit son second adjectif et devint tout simplement le P.C.U.S. Les instances du **Parti** ne fonctionnaient plus: il n'y eut aucun congrès de 1939 à 1952; même le Politburo ne

se réunissait plus que sous la forme de comités, lesquels d'ailleurs ne faisaient qu'approuver les décisions de Staline (ce qui n'empêchait pas des conflits entre dauphins potentiels, soigneusement entretenus par l'autocrate). Il y eut de nouvelles purges en 1948-1949 et 1951-1952, mais moins massives que celles des années 1930. En 1952 le Parti, sur cinq millions sept cent mille membres, comptait deux millions et demi de militaires et un million et demi de militants entrés depuis 1945; mais ils étaient solidement encadrés par la génération issue des purges des années 1930. En revanche, avec le retour de la paix et les progrès de l'éducation, le niveau d'instruction des membres du Parti progressa nettement: l'U.R.S.S disposait désormais de cadres nombreux et qualifiés.

L'**armée**, qui représentait un danger potentiel du fait du prestige acquis durant la guerre, fut reprise en mains par le biais d'une "repolitisation" qui se traduisit par l'intégration en masse de militaires dans le Parti, ce qui permettait à ce dernier d'encadrer efficacement les militaires. Georgui Konstantinovitch Joukov (1896-1974), le sauveur de Moscou et le vainqueur de Berlin, disparut purement et simplement de la vie publique en 1946 (il ne fut cependant pas liquidé et réapparut à la mort du dictateur); Staline s'attribua tous ses mérites militaires. L'Histoire officielle de la Grande Guerre patriotique glorifiait exclusivement Staline, le Parti (acteur collectif) et les soldats anonymes, les héros de base tirés (sans risques) de l'anonymat.

C) L'apogée du volontarisme idéologique; Lyssenko.

L'U.R.S.S. avait gagné la guerre contre l'Allemagne et contre le fascisme; les dirigeants eurent très vite tendance à oublier que cela n'avait été possible qu'avec l'aide américaine. L'Histoire semblait aller à toute vapeur vers des avenir radieux, l'excellence du modèle soviétique semblait confirmée, tout semblait possible. Staline et son proche entourage, pour parler vulgairement, "ne se sentaient plus". De ce fait, on assista à **un déferlement de projets utopiques franchement délirants**. Certains n'eurent pas le moindre début d'application: il s'agissait surtout d'effets d'affiche à destination de l'opinion soviétique et occidentale, la patrie de l'utopie devenait une espèce de grande fabrique de science-fiction; mais d'autres, pour le malheur des Soviétiques, firent l'objet de tentatives tout à fait concrètes.

Nikita Sergueïevitch **Khrouchtchev** (1894-1971) demeurera sans doute dans l'Histoire, outre l'homme de la déstalinisation, comme un des plus fondus tenants du volontarisme utopique. Au début des années 1950, alors qu'il était déjà l'un des principaux spécialistes des affaires agricoles, on assista, largement à son initiative, à une relance de la "construction du socialisme" dans les campagnes. Toujours plus grand, toujours plus gros: les

petites équipes de quelques kolkhoziens ou sovkhoziens (les "maillons"), qui correspondaient souvent à une famille, perdirent de l'autonomie au profit des "brigades", plus importantes, que le régime tenait pour plus "rationnelles" et surtout plus "socialistes", car moins propices à l'individualisme. Des kolkhozes furent regroupés (leur nombre tomba de deux cent cinquante mille en 1950 à quatre-vingt-trois mille en 1954); d'autres se transformèrent en sovkhozes, d'allure plus "socialiste" eux aussi. Ce n'était manifestement qu'un début: les projets de "monsieur K." (comme on l'appelait en Occident) étaient infiniment grandioses. En mars 1951, il publia dans la *Pravda* un projet d'"**agrovilles**" où les paysans auraient mené une vie entièrement urbaine, emmenés aux champs par camions le matin et ramenés le soir; ils auraient vécu dans le confort citadin des immeubles collectifs, auraient partagé les valeurs citadines: c'était la réalisation tant attendue de l'unité du prolétariat. Les agrovilles ne furent jamais construites car il y avait d'autres priorités en matière de logement; mais c'était un signe de la manière dont le pouvoir percevait l'avenir.

Dans l'industrie, secteur chéri du régime, le volontarisme économique stalinien atteignait des sommets encore plus délirants. Les objectifs du IVe Plan furent encore relevés en cours de route. En 1948, la presse annonça un "**plan stalinien de transformation de la nature**" qui prévoyait le détournement du cours des principaux fleuves de Sibérie, le creusement d'une mer intérieure, un barrage sur le Pacifique pour détourner les courants des côtes sibériennes, etc.: on nageait en plein *Voyage en Icarie*¹. Fort heureusement, comme les agrovilles, le plan de transformation de la nature resta à l'état de projet; il occupait la presse, y compris en Occident, et des hordes de planificateurs.

Ces années furent également celles de l'apogée du lyssenkisme, un cas de délire volontariste sur laquelle je voudrais m'arrêter assez longuement à titre d'exemple. Ce passage s'inscrit également dans la problématique du jdanovisme, évoqué plus haut.

Né dans une famille de paysans pauvres ukrainiens, Trophime Denissovitch **Lyssenko** (1898-1976) était un agronome formé sur le tas dans les années 1920, l'un de ces techniciens de l'agriculture que la révolution avait produits en grand nombre. À la fin des années 1920 et au début des années 1930 il se fit connaître en prônant une nouvelle technique, la **vernalisation**, qui consiste à soumettre des semences de blé d'hiver (récoltées en automne), préalablement humidifiées, à des températures voisines de zéro degré; dans ces conditions le blé germe dès l'hiver, c'est-à-dire au lendemain de la récolte, mais reste "dormant", c'est-à-dire ne pousse pas, jusqu'à ce qu'on le ramène à des températures normales. De ce fait on peut le planter lorsqu'on le souhaite, c'est-à-dire dès le tout début du printemps, ce qui fait gagner du temps et permet deux récoltes par an (ou bien de planter du blé dans des régions où le

¹ Voyez le cours sur la France, au chapitre 1.

climat rend la germination très difficile). L'idée n'était pas idote, du reste elle avait déjà été formulée aux États-Unis en 1857, mais elle était d'application très difficile, ce qui explique qu'en Occident on l'avait abandonnée depuis longtemps: les graines ont tendance à pourrir au lieu de germer, en particulier parce qu'en pratique il est très difficile de contrôler efficacement le degré d'humidité d'un tas de blé (la seule technique possible, très empirique et très insuffisante, est de le remuer sans trêve). La vernalisation aboutit donc à de gigantesques gaspillages.

Dans les années 1920 il y avait de véritables agronomes soviétiques, dont le principal était Nicolas Vavilov. Ils s'occupaient de remplacer les variétés traditionnelles de semences par d'autres plus performantes; pour cela, ils faisaient appel à la génétique, à l'hybridation. Ils traitaient Lyssenko avec condescendance: celui-ci en conçut une haine des universitaires, des "docteurs", des "spécialistes". Or au début des années 1930 arriva la période des grandes purges contre les cadres et les spécialistes, de la promotion des prolétaires urbains et ruraux. Lyssenko, dont le profil social était idéal, saisit l'occasion de s'élever et de se venger. Puisqu'il ne pouvait avoir le dessus sur le plan scientifique (son innovation ne fonctionnait pas), il déplaça le terrain sur le plan idéologique. Il accusa les koulaks de l'insuffisance des résultats et affirma: « pour défendre la vernalisation dans les différentes discussions que nous avons eues avec ces prétendus savants, pour imposer son application, il a fallu ne pas hésiter à verser le sang, à porter des coups. Dites-moi, camarades, sur le front de la vernalisation, ne s'agit-il pas toujours de la lutte des classes? »; « la science, elle aussi, a ses ennemis jurés ». Enfin il promettait des hausses de rendements pharamineuses... De tels discours séduisirent Staline qui assista à l'un de ces congrès en 1930: il applaudit. Lyssenko, qui avait du charisme, lui apparaissait comme l'homme miracle capable de sauver l'agriculture soviétique, en difficulté du fait de la collectivisation; ses idées étaient assez simples et manichéennes, assez violentes aussi, pour séduire l'homme à la moustache. Dans les années qui suivirent les ennemis de Lyssenko commencèrent à être victimes de purges en tant que saboteurs, comploteurs, etc.

Dans les années 1930, grâce à l'appui de Staline, les idées de Lyssenko furent appliquées dans toute l'U.R.S.S: en 1935, plus de deux millions d'hectares furent "vernalisés". La plupart des "résultats" obtenus le furent par la fraude; finalement, la vernalisation fut abandonnée discrètement après 1935, mais les publications et les discours continuaient à vanter cette technique. C'était l'une des grandes trouvailles de la science soviétique, une preuve de sa supériorité. En fait, le terme de "vernalisation" recouvrait désormais tous les procédés artificiels touchant à la germination, et non pas seulement les prétraitements en vue d'une germination anticipée: la face avait été sauvée par un tour de passe-passe sémantique.

Entre-temps, Lyssenko était devenu un personnage important. Ce phénomène allait au-delà de la simple faveur du despote, de l'exploitation de la démagogie et de la paranoïa du

régime; c'était aussi que ses idées correspondaient à l'air du temps, notamment au volontarisme révolutionnaire que la terrible moustache voulait imposer au pays. Si la vernalisation plaisait tant à Staline, c'était qu'elle démontrait qu'avec quelques bons principes politiques l'on pouvait transformer la nature, faire du blé d'hiver un blé de printemps; qu'en étant un communiste résolu on pouvait faire augmenter spectaculairement les rendements agricoles. Lyssenko sentit qu'il était possible d'aller plus loin: au lieu d'en revenir à des conceptions agronomiques plus orthodoxes, dans la seconde moitié des années 1930, cet homme qui jusque-là ne s'était présenté que comme un technicien développa toute une pseudo-science biologique d'inspiration évidemment léniniste et stalinienne; elle fut baptisée **mitchourinisme**, du nom d'un pépiniériste et horticulteur décédé en 1935, Mitchourine, incarnation légendaire, dès la fin des années 1920, de l'autodidacte soviétique sorti du rang. Lyssenko s'empara, à titre posthume, du mythe de Mitchourine et s'en servit d'écu et de bannière.

Le mitchourinisme reposait sur le refus de la théorie classique de l'hérédité transmise par les gènes, la théorie mendélienne. Lyssenko partait de l'idée lamarckienne que l'organisme et le milieu ambiant forment une entité indissociable: « les formes organiques forment une unité avec leurs conditions de vie ». Donc, déduisait Mitchourine en bon stalinien, une transformation du milieu rend possible la transformation des organismes vivants, et cette transformation peut se transmettre d'une génération sur l'autre, exactement comme l'action idéologique du Parti peut transformer la société. Les « dispositions héréditaires » des plantes correspondent au « concentré des conditions du milieu ambiant, qui ont été assimilées par l'organisme des plantes dans une série de générations précédentes »¹. Il y a deux méthodes essentielles pour modifier l'hérédité d'une plante: soit le greffage (car il est bien connu que greffon et porte-greffe s'influencent mutuellement!); soit « le croisement de formes végétales différant nettement par l'habitat ou l'origine »; en effet, ces croisements donnent à la première génération des hybrides instables qui réagissent fortement au milieu (!!). D'ailleurs, Lyssenko assurait que l'ovule a la possibilité de choisir le grain de pollen qui lui convient le mieux au moment de la fécondation: « le zygote n'est pas fou » (!!!).

Ces idioties s'accordaient avec le volontarisme stalinien, que la théorie mendélienne ne pouvait que contrarier: si l'homme n'est que la somme des ses gènes et si les gènes ne sont pas modifiables par une action concertée, n'y a-t-il pas une limite insupportable aux aspirations communistes à remodeler l'humanité? Théorie optimiste, le mitchourinisme correspondait au dernier stade de dégénérescence de l'idée de progrès dont les bolcheviks étaient les vecteurs; le mendélisme avait le gros défaut d'être réaliste. Et puis Lyssenko était un "savant"

¹ Ce qui, en soit, n'est pas stupide, c'est même la base de l'évolutionnisme darwinien... à condition de raisonner sur des périodes très longues et d'intégrer la sélection des gènes.

soviétique, pas un étranger comme Mendel, qui, pour tout arranger, avait été récupéré par les nazis, sous d'autres formes tout aussi dégénérées, pour justifier leurs théories racistes.

Malgré le caractère désormais franchement azymuthé des théories de Lyssenko, le tout petit nombre d'expériences menées (n'importe comment) et le fait que le mendélisme était la théorie biologique adoptée par tous les savants sérieux, à la fin des années 1930 le mitchourinisme devint la théorie biologique favorite en U.R.S.S. Non seulement on arrêta les biologistes qui s'opposaient à l'ascension de Lyssenko, mais les attaques se multiplièrent contre la théorie mendélienne. Lyssenko jouait toujours la carte politique et idéologique: il soulignait systématiquement la contiguïté intellectuelle existant entre le mitchourinisme et le matérialisme dialectique, doctrine officielle de l'U.R.S.S. « Il n'est pas difficile, quand on s'inspire de la théorie mitchourinienne, d'apprendre à détruire le conservatisme de l'hérédité, à obtenir des fleurs qu'Engels appelait faciles à modifier [dans un texte qui n'avait rien à voir avec la biologie, Engels écrivait au passage qu'avec l'art de l'horticulteur on pouvait améliorer la qualité des plantes], qui se prêtent à différents changements. (...) Nous inspirant des thèses qui viennent d'être exposées (...), thèses qui reposent sur des textes d'Engels, nous avons entrepris de créer à bref délai des formes nouvelles de blés d'hiver qui ne craindront pas les froids de Sibérie ».

En l'année noire de 1937, à la suite d'un article de la revue *Vernalisation*, les mendélistes devinrent des "trotskistes-boukhariniens", des « puissances des ténèbres » accusées de « vendre en gros et en détail les intérêts scientifiques de notre pays » et de « saboter notre politique scientifique ». Cette campagne reçut le soutien des autorités; Yakovlev, membre du Comité central en charge de l'agriculture, traita les mendéliens de « domestiques des services de Göbbels ». Les instituts de biologie furent décimés; finalement Vavilov fut arrêté en août 1940. Condamné à dix ans de prison pour espionnage au profit de la Grande-Bretagne (entre-temps l'U.R.S.S. avait provisoirement changé d'ennemi), sabotage et entente avec des Russes blancs, il mourut de mauvais traitements en janvier 1943. Entre-temps un congrès de l'international de génétique, prévu à Moscou en 1937, fut purement et simplement annulé. Lyssenko se hissa à la présidence de l'Académie léniniste des Sciences agronomiques.

L'après-guerre vit Lyssenko ajouter un élément supplémentaire à sa doctrine: il critiquait désormais l'idée darwinienne de concurrence intraspécifique. De même qu'un jour la lutte des classes s'arrêterait avec l'avènement du communisme, de même un jour viendrait où règnerait l'harmonie, l'absence de conflit entre les végétaux. En attendant, c'était "classe contre classe", c'est-à-dire, pour ce qui concernait la biologie, espèce contre espèce. Cela supposait de poser que la concurrence n'existait pas à l'intérieur des espèces (c'était « une loi forgée de toutes pièces » par les capitalistes pour justifier « la lutte des classes et l'oppression des Noirs par les Blancs » — l'ennemi avait encore changé!); en fait la concurrence n'existait

qu'entre espèces différentes. Cette théorie avait une conséquence agronomique inattendue: il fallait désormais semer le blé non pas à intervalles réguliers (comme un complot boukharinien l'avait fait faire à tous les paysans du monde depuis les débuts du néolithique), mais "en nids", pour permettre aux jeunes graminées de faire preuve de "solidarité": certaines se sacrifieraient pour que d'autres poussassent. Ces techniques furent également appliquées, de 1951 à 1957, à la plantation d'arbres dans les steppes d'Asie centrale. La forêt n'ayant point poussé, le monde a été privé de paysages qui sans nul doute auraient été des plus décoratifs.

Les mitchouriniens, menacés par le caractère de plus en plus intenable de leur doctrine, réagirent en s'adaptant à l'air du temps, qui était à la guerre froide et au jdanovisme. Lyssenko développa l'idée d'une "biologie de classe": la biologie n'avait plus d'unité par-delà les frontières, il y avait désormais une science capitaliste (le mendélisme) et une science socialiste (le mitchourinisme). La science capitaliste avait pour seul objet la perpétuation des inégalités sociales et raciales; la science socialiste avait pour seul objectif la transformation de la société et de la nature. Or le mendélisme « orient[ait] l'homme vers la résignation devant les prétendues lois de la nature, vers la passivité, vers la recherche vaine de trésors cachés et d'accidents heureux. La génétique [mendélienne] [était] un produit de la société bourgeoise; celle-ci estim[ait] qu'elle n'a[vait] rien à gagner à reconnaître la théorie du Progrès qui [aurait entraîné], en liaison avec les phénomènes sociaux, l'écroulement inévitable de la bourgeoisie » (selon Lyssenko); elle tendait à rabaisser « le rôle de l'homme soviétique », selon l'un des partisans du susdit. Donc défendre le mendélisme, c'était se ranger parmi les ennemis du peuple et de l'U.R.S.S.

L'apogée de Lyssenko se plaça en 1948, lorsque l'Académie des sciences agronomiques fut purgée de tous les non-lyssenkistes. Ce fut l'occasion d'un déchaînement injurieux, sectaire et nationaliste. Le mendélisme fut interdit, ainsi qu'au passage toutes les disciplines qui faisaient appel à une forme quelconque d'indétermination, comme en mathématiques le calcul des probabilités. Dans les mois qui suivit, Lyssenko, désormais livré à son inspiration, mit au point une théorie de la "transformation des espèces": convenablement traité, le blé peut se transformer en seigle, les petits pois en lentilles, les pêches en poires. D'autres biologistes découvrirent une méthode de transformation radicale des sols; ou bien que les cellules ne naissent pas d'autres cellules: en réalité, des cellules parfaitement constituées, avec leur noyau et leurs chromosomes, apparaissent à partir de matières indifférenciées, comme le blanc d'œuf. Un protoplasme indifférencié donne naissance à des "prokaryons", et ces derniers à de véritables noyaux, présentant toutes les caractéristiques de l'espèce. Il y eut même des tentatives de porter la bonne parole à l'étranger; quelques biologistes français, entre autres, s'y deshonorèrent.

La richesse de ces contributions aux progrès de la science, et les résultats étonnants qu'on obtenait en les appliquant, provoquèrent un réveil des oppositions à partir de 1952; en

fait, des fidèles de Lyssenko, sentant que le vent tournait, abandonnèrent le navire. Les mendéliens reprirent leurs travaux après la mort de Staline, mais Lyssenko parvint à conserver son poste jusqu'aux années 1960 grâce à la complaisance dont Khrouchtchev fit preuve envers cet autodidacte issu comme lui de la petite paysannerie ukrainienne. Du reste, après la mort de Staline Khrouchtchev n'avait pas changé: nous verrons qu'il continuait à promettre que le socialisme ferait pousser "des tomates en Sibérie". Il y eut même un regain de mitchourinisme officiel dans les années 1959-1962, alors même que sur le terrain on avait totalement cessé d'appliquer les idées de Lyssenko. Celui-ci finit par perdre son poste en 1965; ses conceptions scientifiques furent immédiatement (et sévèrement) critiquées, mais l'homme mourut dans son lit, sans avoir jamais répondu de ses actes.

II La sortie du stalinisme: 1953-1964.

A) La fin de Staline et la succession; la déstalinisation (1953-1964).

En 1953, la situation, loin de se stabiliser, semblait se tendre à nouveau, comme en 1936. En janvier, la *Pravda* annonça la découverte d'un "**complot des blouses blanches**": un groupe terroriste de neuf médecins proches du Kremlin, tous juifs, étaient accusés d'avoir assassiné Jdanov (mort en août 1948) et d'avoir tenté d'assassiner plusieurs maréchaux, sous les ordres de l'*Intelligence Service* (la propagande soviétique persistait à prendre le Royaume-Uni pour une grande puissance!) et d'une organisation juive américaine. Arrêtés, ils passèrent aux aveux. Il faut dire qu'ils connaissaient la musique: l'un d'entre eux avait été l'accusateur de Boukharine pour l'assassinat de Gorki. La campagne de presse et de meetings qui suivit, et qui semblait renouer avec l'extrémisme des années 1930, déboucha sur de nouvelles purges à forte connotation antisémite. Un grand procès était en cours d'organisation¹; les Juifs d'U.R.S.S. s'attendaient à être collectivement déportés d'un jour à l'autre au Birobidjan (sur cette entité, voyez au chapitre 5). L'atmosphère redevenait irrespirable.

« Des médecins qu'il connaissait bien disaient à Nicolas Andreiévitch qu'il était affreusement pénible de travailler dans les hôpitaux et dans les polycliniques. Les malades, terrifiés par les communiqués officiels, étaient devenus soupçonneux. Beaucoup refusaient de se laisser soigner par des médecins juifs. Les médecins traitants racontaient qu'ils recevaient des masses de dénonciations de gens qui se plaignaient d'être soignés avec un manque de conscience délibéré. Dans les

¹ Celui de Rudolf Slansky, un autre Juif, avait commencé en novembre 1952 en Tchécoslovaquie — voyez au chapitre 6.

pharmacies, les clients soupçonnaient les préparateurs de vouloir leur refiler des médicaments toxiques. Dans les tramways, au marché, dans les services publics, on racontait que l'on avait fermé à Moscou quelques officines où des pharmaciens juifs, agents de l'Amérique, avaient vendu des cachets de poux desséchés. On racontait encore que, dans les maternités, on inoculait la syphilis aux nouveau-nés et aux accouchées et que, dans les centres dentaires, on provoquait des cancers de la mâchoire et de la langue. On parlait de boîtes d'allumettes toxiques. (...) Il n'y avait pas que des concierges, des débardeurs et des chauffeurs, des illettrés pour ajouter foi à ces histoires, il y avait aussi des docteurs ès sciences, des écrivains, des ingénieurs, des étudiants (...). Anna Nahumova, la laborantine, (...) raconta un jour qu'une femme qui habitait le même appartement qu'elle et qui travaillait dans une pharmacie s'était trompée de médicament en servant un malade. Quand elle avait été convoquée, elle avait été saisie de terreur et s'était suicidée (...). Anna Nahumova se rendait à pied à son travail: quand elle prenait le tramway, des ivrognes l'entreprenaient sur les médecins juifs qui avaient tué Jdanov (...) ».

(Vassili Grossman, *Tout passe*, début des années 1960).

Il semble que tout cela, en réalité, n'était que le prélude à une nouvelle épuration dans les premiers cercles du pouvoir: Béria était menacé (il s'était occupé des Juifs durant la guerre; par ailleurs, le P.C. de sa région natale venait d'être sévèrement purgé), ainsi que Molotov. Retour à des pratiques politiques interrompues par l'approche de la guerre en 1938? Le pays tout entier s'apprêtait à retomber dans le cauchemar.

Le premier mars 1953, **Staline fut frappé d'une hémorragie cérébrale**. On le laissa agoniser durant des heures, autant par terreur d'avoir à prendre une décision que par envie d'en être débarrassés. L'homme à la moustache mourut cinq jours plus tard et son décès fut annoncé le lendemain. Après des manifestations de deuil qui firent des centaines de victimes, dans une atmosphère où les tensions accumulées se traduisirent par une effrayante exaltation collective (il y eut des centaines de morts dans les bousculades autour de la Maison des Syndicats où le corps était exposé), Staline fut embaumé et placé aux côtés de Lénine dans le mausolée de la place Rouge.

Bien évidemment il n'avait rien prévu pour sa succession. Mais les membres du petit cercle des proches du pouvoir, qu'il avait terrorisés durant des années, savaient ce dont ils ne voulaient plus: plus de purges au plus haut niveau, plus de régulation de l'équipe dirigeante par le sang, plus de décisions imprévisibles dues au froncement d'une seule moustache, bref plus de pouvoir personnel. Paradoxalement, ce pacte d'apaisement fut scellé dans le sang: en juin, **Béria**, le tout-puissant chef des Organes et du Goulag, perçu comme le plus dangereux potentiellement de tous les successeurs de Staline, le plus susceptible de reprendre ses méthodes, **fut** arrêté en plein Comité central et immédiatement **exécuté** (tant on avait peur de son pouvoir occulte — officiellement il fut arrêté, puis jugé et condamné plus tard dans

l'année), et ses collaborateurs furent liquidés; il y eut toute une campagne de pétitions et de meetings de style très stalinien. Les Organes furent placés sous le contrôle étroit du Parti et de l'État (le Guépéou fut réorganisé et changea de nom en 1954, pour devenir le Comité de la Sécurité d'État, en abrégé le K.G.B.).

Aujourd'hui, les archives enfin ouvertes ont permis à certains historiens de soutenir que le "sinistre Béria" était aussi, de tous les successeurs potentiels, le plus réformateur, notamment qu'il souhaitait une amnistie de masse — disons qu'à la mort de Staline, il s'était posé en "libéral" ou au moins en réformateur, ce qui n'avait rien de contradictoire avec la peur qu'il provoquait chez ses collègues: la démagogie avait été une spécialité de Staline. De toute façon, les années 1920 l'avaient montré, l'essentiel n'était pas dans les programmes, dans les postures politiques arborées à tel ou tel moment, mais dans le contrôle de telle ou telle fraction de l'appareil: ce fut en tant que chef de la police politique que Béria fut liquidé "préventivement" avant qu'il ne devînt incontrôlable, non en tant que réformateur.

Après Béria, **plus jamais un membre des cercles dirigeants ne fut éliminé physiquement**; les Organes cessèrent d'être des instruments dans les conflits au sommet. **Les purges s'arrêtèrent** dès la mort de Staline: début avril 1953, un mois à peine après l'extinction de l'infailible moustache, un communiqué du Ministère de l'Intérieur apprenait aux Soviétiques abasourdis que le "complot des blouses blanches" n'avait été qu'une grossière falsification. Des responsables des purges des années 1930 commencèrent à être poursuivis. Tout ceci constituait une série de signaux envoyés à la population, de même que la disparition progressive du nom de Staline des manchettes des journaux, des slogans, etc.; cependant celle-ci pouvait toujours craindre un changement brutal de ligne, comme dans les années 1920. Ce fut l'une des fonctions du fameux rapport Khrouchtchev au XXe Congrès, en critiquant le stalinisme et en refusant d'inscrire la nouvelle équipe dans la continuité stalinienne, d'affirmer solennellement que l'ère de l'arbitraire était close.

Béria liquidé, restaient deux dauphins: Gueorgui Maximilianovitch Malenkov (1902-1988), qui avait été rapporteur du Parti au XIXe congrès (c'est-à-dire qu'il avait lu un discours au nom de celui-ci) et qui avait prononcé le premier hommage aux obsèques de Staline; Khrouchtchev, spécialiste des affaires paysannes (ce qui n'était guère un atout) mais fort aussi d'appuis dans l'armée et l'appareil partisan d'Ukraine et de Moscou. Les clans en présence se refusèrent à choisir et en revinrent au principe léniniste de la **direction collective**. Durant cette période, les institutions de l'État et du Parti recommencèrent à fonctionner plus régulièrement que sous Staline, notamment le Soviet suprême et son présidium, et le Comité central. Mais le principe de la direction collective, qui n'avait jamais fonctionné qu'en théorie à l'époque de Lénine vu le prestige de celui-ci, ne dura pas très longtemps (et puis, le poids du

passé était trop lourd: des Tsars à Staline la Russie avait toujours été dirigée par un homme seul). Dès février 1955, Malenkov démissionna de son poste au Comité central (en fait, il fut déposé; mais il ne fut ni liquidé, ni même exclu du Parti, il ne fit pas son autocritique, il se contenta de reconnaître son "inexpérience": on en revenait aux pratiques de l'époque de Lénine). Dans la suite de l'année, Molotov et son allié Lazare Moïsséïévitch Kaganovitch (1893-1991) furent écartés en douceur (le second dut faire une autocritique). Khrouchtchev personnifia le pouvoir, d'abord (jusqu'en 1958) en collaboration avec Nikolai Alexandrovitch Boulganine (1895-1975), pâle chef de l'État.

Le fondement essentiel du régime demeurait le même, à savoir le **rôle dirigeant du Parti** et le contrôle qu'il exerçait sur l'ensemble de la société, notamment sur l'État et sur l'administration. Bien au contraire le Parti, affaibli par les purges au profit des Organes à l'époque de Staline, se reconstruisit et se renforça dans les années de la succession: si l'U.R.S.S. de Staline était un régime policier, **l'U.R.S.S. post-stalinienne redevint un régime de parti**. C'était inéluctable: la lutte pour le pouvoir affrontait des figures majeures du Parti, la légitimité en U.R.S.S. était partisane, et comme on avait exclu Béria aucun des différents prétendants ne pouvait s'appuyer sur les Organes; mais d'un autre côté, à part les Organes il n'y avait plus depuis longtemps de structures de pouvoir distinctes de celles du Parti.

La réalité et les limites de la destalinisation sont évidentes dans le fameux **rapport "secret" du camarade Khrouchtchev**, prononcé en février 1956 **au XXe Congrès du P.C.U.S.**. Les débats publics s'étaient limités à de vagues mises en causes, non nominales, du "culte de la personnalité" opposé au principe de la direction collective; dénonciations dues essentiellement à Anastassi Ivanovitch Mikoyan (1895-1978). Ce fut le dernier jour du Congrès (la dernière nuit, très exactement) que Khrouchtchev procéda à la lecture du rapport; il s'agissait donc d'un texte à usage interne, prononcé en l'absence des représentants des cinquante-cinq P.C. étrangers invités, et destiné à ne circuler qu'à l'intérieur du Parti pour débat; mais, imprimé sous la forme d'une petite brochure, il se répandit dans toute l'U.R.S.S. et fut assez vite diffusé en Occident (la presse américaine en fit état dès le mois de mars), même si un certain nombre de partis communistes, en retard sur l'évolution de la "métropole", durant des années refusèrent d'en reconnaître l'authenticité.

La lecture dura quatre heures, dans une atmosphère de grande tension dramatique. Le texte, placé sous l'invocation du "léninisme authentique", dénonçait le **"culte de la personnalité"** de Staline, la déformation de l'Histoire du Parti (il révélait notamment les termes exacts du "testament de Lénine"), le mythe de Staline "successeur" et "génial continuateur" de Lénine, et s'attaquait franchement au problème de la responsabilité personnelle du moustachu dans les perversions du léninisme; il dénonçait les défauts de

Staline (ses hésitations, ses incompétences, ses responsabilités dans les désastres de 1941-1942), racontait ses principaux crimes (ainsi la déportation des peuples punis — voyez au chapitre 5); il dénonçait en détail l'arbitraire et démontait les mécanismes de la terreur (par exemple la fabrication de faux complots), ce qui interdisait d'y avoir à nouveau recours dans l'avenir.

Mais il n'abordait pas la période antérieure à l'assassinat de Kirov (d'après le rapport, jusqu'en 1934 Staline avait été un serviteur loyal du Parti) et n'évoquait pas le sort de la vieille garde ni surtout celui des citoyens ordinaires, se concentrant sur les purges subies par le Parti et par l'armée; il ne posait pas le problème de la responsabilité collective du Parti dans l'établissement d'une société totalitaire, encore moins celui de la validité du projet dont l'accomplissement avait donné lieu à cette déviation monstrueuse, c'est-à-dire le problème du lien entre léninisme et stalinisme. **Le Parti était la victime de Staline, le stalinisme était le résultat de la perversité d'un homme**, et rien d'autre; le projet d'une révolution menée par en haut, guidée par le Parti, restait valable. C'était la même erreur que Lénine avait comise en 1922, lorsqu'il avait analysé la bureaucratisation croissante du Parti comme un effet de la personnalité de Staline et de son entourage, et n'avait vu aucune autre solution qu'un élargissement des organes dirigeants.

Au XXIIe congrès, en 1961, Khrouchtchev fit un second rapport, public et plus radical que celui de 1956; il suggéra notamment que Staline avait fait assassiner Kirov. Une nuit, sans tambour ni trompette, les cendres de Staline furent retirées du mausolée de la place Rouge.

Dans ces années, le débat sur le rapport Khrouchtchev demeura toujours étroitement contrôlé: c'était le Parti, et personne d'autre, qui se mêlait de la déstalinisation; et on critiquait Staline au nom de Lénine, de la fidélité à des idéaux trahis par un homme. Du reste les manifestations de fidélité à l'héritage stalinien, les considérations sur le "bilan positif" de la période stalinienne, furent loin de disparaître d'un coup. L'U.R.S.S. était une création des bolcheviks, un État léniniste: si on renonçait à l'idéologie de Lénine, quelle légitimité resterait-il à ceux qui gouvernaient ce pays? En 1991, l'effondrement de l'U.R.S.S. a suivi de quelques mois seulement la renonciation de l'équipe au pouvoir au monopole partisan. Cependant, par le seul fait que **le rapport** insistait sur le fait que la vérité officielle avait pu recouvrir le mensonge le plus éhonté, il **introduisait une brèche essentielle dans la légitimité du communisme**: plus jamais ce qui était dit à Moscou ne serait cru aveuglément... sauf dans quelques cénacles intellectuels attardés d'Occident. Le dogme de l'infailibilité du Parti était détruit, définitivement. Par ailleurs, l'idée d'un mouvement historique inexorable et positif dont le Parti était le vecteur était détruite également: il était clair que le pouvoir du Parti reposait sur sa capacité à le maintenir, non sur une loi historique inexorable.

Après le choc du XXe Congrès, les événements d'octobre-novembre 1956 en Pologne et en Hongrie affaiblirent provisoirement la position de Khrouchtchev; Molotov revint au gouvernement. En juin 1957, les collègues de Khrouchtchev convoquèrent le présidium du Soviet suprême et réclamèrent sa démission. Khrouchtchev sauva son poste en faisant appel au Comité central, où il était majoritaire; il remporta la victoire et **le "groupe anti-Parti"** (Molotov, Kaganovitch, Malenkov et leurs partisans) fut définitivement éliminé. Des fidèles de Khrouchtchev entrèrent au Présidium, élargi de onze à quinze membres; notamment Joukov dont l'appui avait été indispensable (il avait fait amener des délégués de tout le pays par avions militaires) et Brejnev. Les vaincus ne furent pas éliminés (Molotov fut nommé ambassadeur en Mongolie). Mais dès octobre 1957 Joukov fut de nouveau exclu du Présidium et du Comité central: Khrouchtchev avait trop peur du "bonapartisme". Khrouchtchev, qui en 1958 remplaça Boulganine à la présidence du Présidium, c'est-à-dire à la tête de l'État, était tranquille pour six ans; mais il ne gouvernait plus sans l'accord du Comité central, qui jouait désormais un vrai rôle et finit par le renvoyer en 1964.

On peut considérer que **c'est dans les années 1953-1956 que l'U.R.S.S. est sortie du totalitarisme** pour devenir une dictature post-totalitaire, c'est-à-dire un régime qui garantissait aux gens un certain espace privé, une certaine latitude de pensée, une certaine protection contre l'arbitraire étatique. La violence envers la population diminua beaucoup. En 1953-1955, des mesures collectives d'**amnistie** déjà mentionnées plus haut vidèrent les camps d'une bonne partie de leur population, notamment les femmes et les enfants, mais aussi les personnes condamnées pour crimes économiques et délits militaires (surtout des cadres de l'économie et du Parti) et, en 1955, les anciens prisonniers de guerre; le sort des "colons spéciaux" fut adouci. Cette amnistie sélective eut d'ailleurs pour effet immédiat de provoquer une vague de révoltes dans les camps, notamment dans la région de Vorkouta (dans les mines de cuivre de Kinguir au Kazakhstan, les détenus résistèrent six semaines à l'armée qui dut envoyer des chars). Le régime choisit la répression, car les zeks étaient encore nécessaires à l'économie soviétique et car une libération générale aurait provoqué des troubles incontrôlables: déjà, il y avait eu une flambée de délinquance lorsque de nombreux petits malfrats étaient rentrés chez eux. En tout cas il n'était pas question de renoncer au principe concentrationnaire... Puis la plupart des peuples punis furent réhabilités et regagnèrent leurs territoires ancestraux (mais on ne leur rendit pas leurs biens); les zeks libérés rentrèrent chez eux discrètement (*Tout passe* de Vassili Grossman, cité plus haut, est le récit de l'un de ces retours); le statut de "colon spécial" disparut en 1960. Dans les années 1960 la population de l'archipel du Goulag se stabilisa au niveau de neuf cent mille personnes environ, essentiellement désormais des droits communs; son rôle économique diminua, la géographie du système concentrationnaire se recentra sur la partie européenne de l'U.R.S.S.

Certaines victimes des purges staliniennes furent réhabilitées à titre anthume ou posthume, notamment (pour ce dernier cas) Toukhatchevski. Le droit fut modifié: la notion d'"ennemi du peuple" disparut, les procès secrets devinrent l'exception. De même, on encouragea les syndicats à reprendre la défense des **ouvriers**; il y eut un recul dans l'arbitraire qui régnait au niveau des normes à fournir, des primes, des avantages en nature (par exemple en matière de logements), etc. Les lois de 1938-1940 qui réduisaient les droits des travailleurs furent abolies en 1956; les ouvriers eurent droit à plus de mobilité (mais pas les kolkhoziens). Les salaires et les pensions furent relevées, la semaine de travail diminua (de quarante-huit à quarante-six heures), les congés de maternité furent allongés. L'État lança un programme massif de construction de logements.

Dans le domaine de la **culture** comme en d'autres, les premiers signes de détente étaient apparus dès les lendemains de la mort de Staline. Le jdanovisme cessa brutalement, et on commença assez vite à discuter de ses effets désastreux sur la culture soviétique. Un premier roman important et peu respectueux de "la ligne" en matière esthétique parut en 1954, *Le dégel* d'Ilya Ehrenbourg (1891-1957; le titre de ce roman est resté pour désigner l'ensemble de la période). On réintroduisit dans le patrimoine soviétique des lettres russes des auteurs interdits ou sévèrement caviardés sous Staline, des classiques comme Dostoïevski ou des représentants de la génération des années 1920 comme Essénine et, un peu plus tard, Boulgakov (*Le Maître et Marguerite* parut en 1966, mais avec des coupures équivalant à près d'un tiers du texte). Chostakovitch aussi fut réhabilité, et on lui ficha la paix quant au style de ses œuvres.

Une fois son pouvoir affermi, Khrouchtchev s'essaya à une libéralisation plus approfondie, quoique toujours contrôlée, de la vie culturelle; il condamna explicitement les canons du "réalisme socialiste" et insista sur la liberté formelle dont les artistes devaient bénéficier; mais quant au fond "l'esprit de parti" devait continuer à guider les écrivains soviétiques. Les tensions restaient fortes: en 1958, Boris **Pasternak** dut refuser le prix Nobel qui venait de lui être accordé (il venait de publier à l'étranger son grand roman *Docteur Jivago*, n'ayant pas trouvé d'éditeur en U.R.S.S.); ce fut l'occasion d'une campagne où la plupart des écrivains soviétiques montrèrent qu'ils étaient toujours à la botte du pouvoir, mais aussi d'une prise de conscience d'une minorité d'intellectuels russes et d'un début de contestation. De même, en 1961, le K.G.B. saisit le manuscrit de *Vie et destin*, de Vassili Grossman¹.

¹ Jusqu'au début des années 1950, Grossman avait continué à écrire des romans dans la ligne stalinienne, notamment *Pour une juste cause*, paru en 1952. Mais le personnage principal de ce premier tome d'un grand roman de la Grande Guerre patriotique, Victor Pavlovitch Strum, était juif, comme l'auteur; lequel subit de violentes attaques antisémites après la publication de l'ouvrage, dans les derniers mois de la vie de Staline. Aussi *Vie et destin*, qui est formellement le deuxième volet de *Pour une juste cause*, est-il marqué par une très profonde évolution de la vision du monde de Grossman: on y trouve notamment, au chapitre 14 de la deuxième partie, une mise en parallèle du nazisme et du communisme:

Par ailleurs, l'athéisme officiel demeurait de mise. Il y eut une dernière grande campagne anticléricale en 1957; puis les choses se calmèrent, mais ce fut dans les années 1960 que le nombre d'établissements de culte ouverts en U.R.S.S. fut à son nadir¹.

Cependant quelques revues officielles, dont la plus fameuse était *Novy Mir*, furent autorisées à plus d'audace que les autres. Au début des années 1960, des intellectuels osèrent des allusions publiques à l'antisémitisme stalinien (Ehrenbourg notamment): ce fut l'occasion d'un début de débat à ce sujet. En novembre 1962, avec le soutien de Khrouchtchev qui cherchait des appuis dans l'intelligentsia, la *Novy Mir* publia le fameux récit d'Alexandre Issaïevitch Soljenitsyne (né en 1918): *Une journée d'Ivan Denissovitch*, le premier témoignage littéraire jamais paru officiellement en U.R.S.S. sur les camps. Mais dès 1963, Khrouchtchev annonça que le thème avait été trop traité et qu'il fallait revenir à l'"esprit de parti"... Les limites de la détente étaient donc étroites. Mais quelque chose commençait à bouger: ce fut à la fin des années 1950 qu'apparurent les premiers *samizdats*, revues clandestines dactylographiées: on y trouvait notamment des écrits d'Evguénia Guinzbourg (1916-1977) et de Chalamov sur les camps de la Kolyma.

(En 1943, un nazi s'adresse à un vieux bolchevik) « Il n'y a pas de gouffre entre nous. C'est une invention. Nous sommes des formes différentes d'une même essence: l'État-parti. Nos capitalistes ne sont pas les maîtres. L'État [nazi] leur donne un Plan et un programme. L'État leur prend leur production et leurs profits. Ils ne gardent que 6% de leurs profits pour eux, c'est leur salaire. Votre État-Parti [l'U.R.S.S.] définit lui aussi le Plan et le programme; il prend, lui aussi, la production. Ceux que vous nommez les maîtres, les ouvriers, reçoivent, eux aussi, un salaire de l'État-Parti. (...) Le drapeau rouge du prolétariat flotte aussi au-dessus de notre État populaire; nous aussi, nous appelons à l'unité et à l'effort national; nous aussi, nous disons que le Parti exprime les aspirations de l'ouvrier allemand. Vous aussi, vous avez les mots "labeur" et "national" à la bouche. Vous savez, aussi bien que nous, que le nationalisme est la grande force du XXe siècle. Le nationalisme est l'âme de notre temps! Le socialisme dans un seul pays est l'expression suprême du nationalisme! (...) Pour qu'existe le socialisme dans un seul pays, il fallait priver les paysans du droit de semer et de vendre librement, et votre Staline n'hésita pas: il liquida des millions de paysans. Notre Hitler s'aperçut que des ennemis entravaient la marche de notre mouvement national et socialiste, et il décida de liquider des millions de Juifs. Mais Hitler n'est pas qu'un disciple, il est un génie! C'est dans notre "nuit des longs couteaux" que Staline a trouvé l'idée des grandes purges de 1937. Vous devez me croire. J'ai parlé, vous vous êtes tu, mais je sais que j'ai été pour vous un miroir. (...) Quand nous nous regardons, nous ne regardons pas seulement un visage haï, nous regardons dans un miroir. (...) **Le monde n'est-il pas pour vous, comme pour nous, volonté?** (...) Vous vous haïssez vous-même en nous. (...) Notre victoire est en même temps la vôtre. Si vous gagnez, nous périrons, mais nous continuerons à vivre dans votre victoire ».

Évidemment, c'était intolérable pour le régime: le roman disparut dans les archives du K.G.B. et ne réapparut en Occident qu'en 1980 (on ne sait pas très précisément par quel biais), bien après la mort de son auteur, lequel cependant ne disparut jamais des Histoires de la littérature soviétique: il était déjà trop malade pour protester et s'associer au mouvement naissant de la dissidence. Grossman, qui ne fut ni arrêté ni déporté (c'était l'apogée du dégel), consacra les derniers mois de sa vie à rédiger, sans espoir de publication, un texte encore plus virulent, *Tout passe*, qui est passé en Occident dès 1970, et que je cite abondamment.

¹ Les choses se calmèrent un peu ensuite, mais à la fin de la période à votre programme le pays comptait moins de cinquante églises et trente mosquées ouvertes au culte et pourvues d'un desservant; seules des vieilles personnes qui n'avaient rien à perdre osaient s'y montrer. On les avait remplacées par des piscines (comme la cathédrale orthodoxe de Moscou) ou d'autres équipements collectifs; ou bien on les avait transformées en musées de l'athéisme, comme la cathédrale catholique Saint-Casimir à Vilnius — une attitude fort semblable à celle des *conquistadores* espagnols du XVIe siècle, qui construisaient des églises sur les bases des temples indigènes arasés, parfois en réutilisant pierres et fondations. Parmi les religions les plus persécutées figuraient les témoins de Jéhovah, car ils refusent de porter les armes: non seulement c'était antisoviétique, mais c'était une forme ouverte de rébellion contre le conformisme obligé de la société post-totalitaire, parfaitement intolérable.

B) La réforme économique.

À partir des années 1950, l'U.R.S.S. devint ce que les économistes occidentaux des années 1970 appelaient "**une économie de réformes**": c'est-à-dire que, conscients de ses dysfonctionnements, prêts à l'occasion à les reconnaître sans se contenter de les attribuer à des saboteurs, les équipes au pouvoir entreprirent réforme sur réforme pour permettre au système légué par Staline de mieux fonctionner; mais comme ils n'osaient pas toucher à l'essentiel, c'est-à-dire à ce qui découlait directement de l'idéologie (la collectivisation, la planification, l'absence de secteur privé, la priorité à l'industrie lourde c'est-à-dire l'autarcie), car cela eût été sacrilège, les réformes étaient condamnées à échouer... et à être remplacées par d'autres réformes. Pendant ce temps, le grand navire soviétique continuait à avancer sur son erre, suivant l'impulsion initiale lancée dans les années 1930, jusqu'au moment où il s'encalmina sans remède dans les années 1970, toute dynamique désormais faisant défaut.

En 1953, dans le contexte de la lutte pour la succession, Malenkov joua la carte de la réforme industrielle: il annonça qu'il était temps de prêter plus d'attention aux besoins des consommateurs. On révisa le plan quinquennal en conséquence, mettant un peu moins l'accent sur l'industrie lourde et les biens d'équipement; les prix de vente des produits manufacturés baissèrent. De même, on prêta plus d'attention aux spécialistes. Dès la mort de Staline l'état se desserra un peu sur les paysans, à l'initiative de Khrouchtchev qui était un spécialiste des problèmes agricoles; en particulier on leur épargna des tracasseries administratives, on réduisit les livraisons obligatoires à l'État et les prix d'achat par l'État de la production des kolkhozes furent relevés.

Mais cette politique n'était pas cohérente: les **industries** lourdes continuaient à être privilégiées du fait de la persistance des mentalités staliniennes, de l'ouvriérisme, du culte du "métallo", mais aussi du poids des bureaucrates de l'industrie lourde et du complexe militaro-industriel (on était en pleine course aux armements, en plein programme nucléaire et spatial notamment). Lorsque Khrouchtchev l'emporta sur Malenkov, il s'appuya de plus en plus sur ces groupes et il ne fut plus question de priorité à l'industrie légère. Le mouvement d'industrialisation continua, également l'afflux de main-d'œuvre dans les usines. La production progressait et le niveau de vie de la population aussi (nettement moins vite cependant depuis le début des années 1960); mais la croissance industrielle était de plus en plus extensive, il y avait de plus en plus de gaspillages et les pénuries ne disparaissaient pas dans le commerce de détail, « les prix stables et peu élevés des marchandises et services qui étaient absents faisaient penser au sourire du chat de Chester » (Vichnevski); ce qui amena en

1961 à un renforcement de la lutte contre les "spéculateurs". En réalité, l'industrie soviétique continuait sur sa lancée; ce qui intéressait vraiment Khrouchtchev, c'était l'agriculture, un secteur dont tout le monde désormais reconnaissait le retard.

Le grand programme de colonisation des **Terres vierges** du Kazakhstan et de la Sibérie méridionale avait été lancé par Khrouchtchev dès la fin de l'époque stalinienne; il fut relancé en 1954 dans le contexte de la lutte pour la succession. Il s'inscrivait toujours dans une logique très stalinienne. On procéda à des transferts massifs de population (volontaires après 1953); on recourut à toute sorte de main-d'œuvre gratuite sous prétexte de "volontarisme révolutionnaire": les conscrits, de plus en plus souvent employés à faire du terrassement ou dans le bâtiment; les zeks et aussi des "brigades de jeunes komsomols volontaires". L'exploitation de l'immense territoire soviétique était de plus en plus extensive: le cœur du projet des Terres vierges, c'était d'étendre les emblavures plutôt que d'augmenter la productivité. Pendant ce temps les rendements agricoles continuaient à baisser dans les régions déjà mises en culture, et la nécessaire modernisation de l'agriculture n'avait pas lieu.

En trois ans (1954-1957), trente-sept millions d'hectares furent "mis en valeur". Dans un premier temps, le programme des Terres vierges donna de bons résultats, car sur des sols neufs les rendements sont forcément élevés (en 1956 les terres nouvellement mises en culture donnèrent la moitié de la récolte de l'U.R.S.S.), ce qui contribua à fortifier la position politique de Khrouchtchev. Mais très vite les rendements se mirent à baisser, car ces sols somme toute assez pauvres s'épuisèrent très vite. De plus, les problèmes climatiques se révélèrent extrêmement délicats: aucun obstacle montagneux ne protège ces régions des masses d'air polaire par, il peut donc y faire très froid; ce sont par ailleurs des contrées fort continentales, donc fort sèches, et par ailleurs fort ventées: or l'érosion éolienne est très vigoureuse lorsque la terre sèche, après le labour, n'est pas protégée par la prairie. Ce n'était pas un hasard si ces régions avaient toujours été le domaine des pasteurs nomades de la steppe! D'autres problèmes d'un autre ordre vinrent s'ajouter à ceux-là: ces zones étaient éloignées des centres de consommation et les transports étaient déficients. En puis elles avaient été mises en valeur avec des technologies archaïques: peu d'engrais, pas d'irrigation, etc. (ce qui expliquait sans doute la différence avec les grandes plaines des États-Unis, qui connaissent à peu près la même situation géographique et climatique, mais dont le problème récurrent est plutôt la surproduction¹).

Dans les années 1962-1963, l'affaire des Terres vierges tourna à la catastrophe: l'U.R.S.S. dut acheter du blé à l'étranger, de manière ponctuelle pour le moment. Il y eut des

¹ Encore qu'il y a eu des problèmes du même genre dans les années 1930, notamment dans le célèbre "entonnoir à poussière"! Voyez le cours sur les États-Unis, au chapitre 3.

troubles sociaux et même des manifestations sanglantes dans la ville de Novotcherkassk, très touchée par la disette. Évidemment, l'Occident n'en sut rien avant la fin des années 1980.

Un autre épisode qui montre bien les contradictions de l'U.R.S.S. post-stalinienne en matière économique est celui de la décentralisation économique. Pour pallier les inconvénients de l'excessive centralisation stalinienne, en février 1957 Khrouchtchev présenta un projet de réforme qui visait à renforcer les liens horizontaux entre unités de production au détriment des liens verticaux avec les ministères industriels et les sections du Gosplan. Mais la réforme n'éliminait pas le Gosplan: en fait, elle revenait à le doubler par de nouveaux centres de décision économiques régionaux, les sovnarkhozes; seuls une partie des ministères industriels étaient supprimés et les administrations centrales étaient allégées, mais là n'était pas le problème. On réforma donc le système des sovnarkhozes en 1960, puis à nouveau en 1962, c'est-à-dire qu'on introduisit encore de nouvelles instances de contrôle et que le peu de souplesse introduit en 1957 disparut. Au passage on liquida les M.T.S., ce qui était une mesure de bon sens (on en avait moins besoin maintenant que la pénurie de matériel était moins criante): le matériel agricole devint propriété des kolkhozes — mais sur le moment cela provoqua surtout beaucoup de désorganisation et des difficultés pour entretenir le matériel.

De plus Khrouchtchev avait des lubies personnelles en matière agricole, qui donnèrent parfois des résultats désastreux. Le regroupement des kolkhozes et des sovkhozes se poursuivait (il ne restait que quarante-cinq mille kolkhozes en 1960); il était question de vastes et grandioses "fédérations kolkhoziennes" qui rappelaient les "agrovilles" du projet de 1951, mais les investissements manquèrent et le projet n'eut pas de suites. En 1955, on se mit à planter partout du maïs, car "Mr. K" avait décidé que c'était la solution aux problèmes de fourrage. Mais on implanta du maïs dans des régions qui ne convenaient pas, et ce fut un échec. En mai 1957, Khrouchtchev prononça un discours qui était un monument de volontarisme: il se proposait de « rattraper et dépasser les États-Unis » dans le domaine de la viande et des produits laitiers); l'idée fut reprise au XXI^e Congrès de 1959: le régime prétendait avoir égalé le niveau de vie des États-Unis en 1965 dans tous les domaines. On revit apparaître les objectifs déraisonnables, le rêve de planter "des tomates en Sibérie" grâce à des manipulations mitchouriniennes, l'enthousiasme de commande et les exploits truqués. Ainsi à Riazan en 1959, un engagement pris imprudemment par les communistes locaux de tripler en un an les livraisons de viande à l'État aboutit à l'abattage de tout le cheptel, et donc à un effondrement de la production les années suivantes. À la fin de la période la fièvre volontariste gagna tout le pays et l'on assista à une multiplication des "campagnes" censées donner des résultats mirobolants, mais dépourvues d'effets réels: la production agricole ne progressa que de 1,5% par an après 1959, contre 7,5% dans la seconde moitié des années 1950. Au total, en 1964 l'U.R.S.S. produisait moins de viande qu'en 1958...

Dernier exemple des incohérences khrouchtchéviennes, une loi de 1958 qui prétendait envoyer tous les écoliers pour trois ans à l'usine ou au kolkhoze à la fin de leurs études: elle souleva les protestations de tout le monde, y compris des chefs d'entreprise, sceptiques devant cette main-d'œuvre peu qualifiée et probablement turbulente, et de la *nomenklatura* qui ne voulait pas voir ses enfants aller à l'usine (ils n'avaient quand même pas fait la Révolution pour ça!). Tout le monde sabota la réforme et elle n'eut pas de suites. Ce qui était frappant dans cette mesure, c'était que l'idée de base en était très stalinienne (cela ressemblait même un peu à la mobilisation des adolescents chinois lors du Grand Bond en Avant, qui commença en 1958 également); mais que sans coercition elle n'avait aucune chance d'être appliquée — or l'époque de la terreur de masse était passée. **Les idées de Staline sans ses méthodes, le volontarisme sans la terreur: voilà la clef de l'échec de Khrouchtchev.** On entendait de plus en plus parler du "passage de l'U.R.S.S. au communisme" (le XXIIe congrès, en 1961, annonça qu'on y parviendrait en vingt ans); mais en pratique, après les révélations du XXe Congrès et en l'absence de terreur, nul ne croyait plus à ces discours et ne se sentait tenu d'essayer de les faire devenir réalité.

En octobre 1964, Khrouchtchev "démissionna pour raisons de santé"; en fait, il fut limogé pendant qu'il était en vacances à Sotchi sur la mer Noire. Il fut remplacé par Léonide Ilitch Brejnev (1906-1982) au poste de premier secrétaire du Parti, et par Alexeï Nikolaïevitch Kossyguine (1904-1980) à la tête du gouvernement; critiqué mais pas condamné, placé en résidence surveillée, il mourut en 1971, non sans avoir pu rédiger des Mémoires qui parurent en Occident. L'affaire s'était passée sans violence; c'était l'accomplissement de deux ans de conflits au Comité central. Khrouchtchev ne fut guère regretté, à cause de son manque de prestance, de ses fanfaronnades, de ses manières vulgaires (il y avait eu notamment ce fameux épisode où il avait frappé à la tribune de l'O.N.U. avec son soulier¹). Quant aux cadres, il les avait exaspérés par ses réformes multiples et brouillonnes.

III-La stagnation (1965-1985).

A) L'ère du conservatisme.

¹ C'était en octobre 1960, lors d'une assemblée générale. Le délégué des Philippines venait de proposer d'étendre aux pays socialistes une motion soviétique demandant l'émancipation de tous les territoires dépendants.

« L'idéal, c'est clair, sera atteint lorsque rien n'arrivera plus »¹.
(Evguëni Zamiatine, *Nous autres*, 1920).

Après l'éviction de Khrouchtchev, l'équipe au pouvoir n'eut plus d'autre projet que de durer: ce fut l'ère du **conservatisme absolu**. Le pouvoir redevint effectivement collectif, c'est-à-dire qu'il était désormais complètement paralysé par l'équilibre des différentes factions; et plus encore lorsque la santé de Brejnev se mit à décliner après une attaque en 1976. À peu près grabataire dans les dernières années, **Brejnev** resta cependant "au pouvoir" jusqu'à sa mort en novembre 1982. Dans les années 1970, on vit même apparaître un pathétique culte de sa personnalité (voyez une citation en note plus bas dans ce chapitre): on lui fabriqua un passé militaire glorieux, il fut couvert de médailles et de prix (y compris le prix Lénine de littérature, pour trois brochures de propagande); il cumulait les postes honorifiques... Mais cela n'avait plus le même sens que sous Staline: le Comité central et son Politburo assuraient désormais collectivement l'essentiel du pouvoir, Brejnev n'était qu'une pauvre icône. À sa mort il fut remplacé par Youri Vladimirovitch **Andropov** (1914-1984), le chef du K.G.B., un homme compétent et assez jeune qui aurait sans doute fait de vraies réformes (il eut essentiellement le temps de lancer des campagnes anti-corruption et de renforcement de la discipline au travail); mais très vite il se heurta à de fortes oppositions, puis il tomba malade et mourut en février 1984. Faute d'accord, la place de premier secrétaire fut occupée par Constantin Oustinovitch **Tchernenko** (1911-1985), un vieillard moribond et sans aucune influence politique: c'était l'homme qui apportait les boissons lors des réunions du Politburo dans les années 1960. Lorsqu'il mourut et que Mikhaïl Sergueïevitch **Gorbatchev** (né en 1931) assumait le poste de premier secrétaire en mars 1985, cela faisait presque dix ans que l'U.R.S.S. n'était plus gouvernée. Ce vide du pouvoir avait eu des conséquences dramatiques comme la guerre d'Afghanistan, engagée à la Noël 1979 sans aucune réflexion préalable (voyez au chapitre 6).

Dans les années suivant l'éviction de Khrouchtchev, l'on revint sur l'ensemble de ses réformes, et l'on abandonna les discours trop volontaristes. **Les sovnarkhozes disparaurent**

¹ Cette citation de Zamiatine est ici prise dans un sens ironique. *Fragment d'idéologie*: ce qu'elle veut dire dans le contexte du roman, c'est que l'utopie c'est la mort (cette formule, que j'ai déjà développée en note au chapitre 1, m'est personnelle, Zamiatine parle d'« entropie »). Le monde de *Nous autres* est un monde de verre bleu, matériel mort par excellence, matériel et couleur du froid — ailleurs dans l'ouvrage, l'idéal utopique est assimilé au zéro absolu (—273°). Voyez aussi cet autre passage, qui porte non sur l'abolition des événements mais sur l'abolition de la liberté dans l'utopie: « on éprouve une telle joie de se soumettre à ce qui *doit être*. Un morceau de fer éprouve sans doute le même plaisir lorsqu'il est obligé, par une loi précise et inéluctable, de se souder à un aimant. De même pour une pierre lancée en l'air qui, après avoir hésité une seconde, retombe la tête la première vers le bas, vers la terre. De même pour l'homme, après l'agonie, lorsqu'il pousse le dernier soupir ». À relier à cette citation de Grossman, extraite de *La Madone sixtine*: « le monde entier, toute l'immensité de l'univers, révèle la soumission passive de la matière inanimée, seule la vie est le miracle de la liberté ».

Dans le cas de l'U.R.S.S. brejnévienne, l'utopie s'éloignait; on assistait à un processus de vieillissement du système, ce qui est encore de la vie. D'ailleurs, celle-ci s'est rappelée au bon souvenir des gérontocrates, à partir de 1985.

dès 1965; les ministères économiques furent rétablis. On accorda plus d'autonomie comptable aux entreprises: on leur laissa la disposition d'une partie de leurs bénéfices, mais comme rien n'avait changé sur le fond (elles devaient toujours obéir aux ministères et accomplir le Plan, elles ne pouvaient pas choisir leurs partenaires), cela n'eut aucun effet. On supprima des **indices** impératifs (pour le calcul de la norme), mais on en introduisit d'autres... ce qui fait qu'à la fin des années 1970 il existait plus de vingt mille de ces indices à respecter impérativement par les entreprises: coefficients de stock, coefficients d'utilisation des matières premières, ratios de main-d'œuvre par produit, etc. Dans les années 1960 on décida que les kolkhoziens seraient désormais salariés, non plus payés au *pro rata* de la récolte et en partie en nature; ils eurent droit à la sécurité sociale; les **lopins** individuels furent encouragés; l'U.R.S.S. investit beaucoup dans l'agriculture, on essaya de la rapprocher de l'industrie en suscitant des "unions de production". Dans les années 1970 les travailleurs industriels les plus productifs eurent droit à des avantages en argent (des **primes**), en plus des privilèges difficilement quantifiables hérités des périodes précédentes (en matière de logement par exemple). Mais très vite, ces primes devinrent plus ou moins automatiques, et perdirent toute signification; de toute façon avec les pénuries il n'y avait rien à acheter.

Bref, de réformes en rafistolages, les règlements et les nids à bureaucrates proliféraient et **aucun problème de fond n'était résolu**. Le régime mit l'accent sur la consommation, au moins officiellement; dans la réalité, l'importance du complexe militaro-industriel ne cessait de croître, bien que l'armée restât toujours aussi étroitement sous contrôle (Brejnev, qui cultivait l'amitié des militaires et aimait à se présenter comme un acteur important de la Grande Guerre patriotique, se fit décerner le titre de maréchal en 1976).

Les cadres du régime vieillissaient, et pas seulement au Politburo où la moyenne d'âge atteignait soixante et onze ans en 1980. L'âge moyen des membres du Parti s'élevait, la longévité dans les postes importants aussi: tout le système se figeait. Les institutions fonctionnaient à vide: les **Plans** succédaient aux Plans, le Parti se réunissait en **Congrès** tous les cinq ans, mais ce n'étaient plus que des grand-messes, des manifestations d'unanimité, des entreprises de production stakhanoviste de pavés abscons bourrés de formules vides de sens. L'U.R.S.S. se dota d'une nouvelle **constitution** en **1977**; elle se définissait désormais comme « l'État du peuple tout entier » et non plus comme la dictature du prolétariat; elle se trouvait dans l'étape, inconnue des théoriciens du marxisme, du « socialisme développé », ce qui signifiait surtout que l'avènement du communisme était remis aux calendes gréco-russes. Mais l'État soviétique continuait à se réclamer d'un projet révolutionnaire et d'une mission universelle. La constitution de 1977 renforçait le rôle dirigeant du P.C.U.S., inscrit dans les textes pour la première fois en tant que « force dirigeante et guide de la société soviétique » (dans la constitution de 1936 il n'apparaissait qu'au détour d'un paragraphe).

Dans cette société post-totalitaire, où la terreur ne régnait plus, où l'urgence n'était plus de mobiliser la population, les cadres tentaient à la fois d'assurer la survie du système et celle de l'élite dirigeante, et de faciliter les arbitrages nécessaires entre les différents clans, les différentes hiérarchies, les différents groupes d'intérêts. D'une certaine manière, **l'U.R.S.S. de Brejnev était administrée selon le principe du consensus**, ce qui était évidemment un progrès par rapport au stalinisme (certains historiens considèrent qu'il s'agissait d'une forme de démocratie); mais il n'existait aucun système clair et reconnu de régulation des conflits (puisque l'ensemble des institutions reposait officiellement sur le principe d'unanimisme, le "centralisme démocratique"), ce qui amenait tous les acteurs à "naviguer à vue". De plus il ne pouvait s'agir que d'un consensus négatif, qui conduisait à ne s'accorder que sur les solutions les plus conservatrices, car personne n'avait les moyens, ni le désir, de prendre de véritables initiatives: il y avait trop de tabous, trop d'intérêts à respecter.

Ce fut l'époque de la **schizophrénie générale**. Le discours officiel du régime termina de se transformer en un catéchisme, une "langue de bois" que tout le monde récitait mais en lequel personne ne croyait, si tant était qu'elle eût encore du sens¹; on vit même reparaître des fragments de discours stalinien, apologies du stakhanovisme ou menaces contre les cadres négligeants, mais c'était désormais du psittacisme pur, sans l'ombre d'un lien avec les réalités. Pour ne prendre qu'un exemple, l'Histoire avait été sujette à tant de manipulations successives, et restait d'un maniement si délicat, qu'en 1975 un communiste français, cherchant désespérément à Odessa des traces de l'un des organisateurs de la révolution de 1905 (disparu, mais il l'ignorait, dans les purges de 1937), s'entendit répondre par un historien local: « nous avons un proverbe ici: nul ne sait de quoi hier sera fait »². Le simple fait que ces paroles aient été prononcées, et de plus devant un "camarade", donc avec un risque de dénonciation aux autorités, montrait d'ailleurs que la peur avait reculé depuis l'époque stalinienne; mais le découragement et le cynisme l'avaient remplacée. Personne ne croyait plus au socialisme; en revanche la perception d'un monde séparé en deux blocs entre lesquels l'affrontement était inéluctable, la volonté de préserver l'Empire et de l'étendre, restaient toujours aussi vives, même dans les périodes de "coexistence pacifique".

« Après la mort de Staline, l'écart entre le discours et le monde n'est pas moins grand; mais, plutôt que de chercher à le combler, on s'emploie maintenant à le cacher. (...) L'idéologie n'était que de façade; pourtant, en même temps, elle était

¹ Un bel exemple, cette légende d'une affiche de la fin des années 1970 représentant Léonid Brejnev (la traduction est volontairement aussi calamiteuse stylistiquement que l'original russe): « du camarade Léonid Brejnev, en tant que personnalité de type léniniste, sont propres la fidélité aux principes de classe dans le jugement sur les questions fondamentales de la politique mondiale, un démocratisme conséquent, la révolutionnarité, un amour sincère envers le peuple travailleur, un lien étroit avec lui et une compréhension objectivement juste des nouveaux phénomènes de la vie internationale et des perspectives du progrès social. Je suis fier, a dit Léonid Ilitch, de ce que chaque jour de ma vie est indissociable des causes qui ont fait vivre notre Parti communiste de l'Union soviétique et notre Patrie soviétique. J'ai toujours mis, et je mets au-dessus de tout la confiance du Parti et la confiance du peuple. ».

² D'après François Salvaing: *Parti*, paru en 2000. Attention: c'est un roman, mais largement autobiographique.

indispensable. Nous vivions dans une pseudo-idéocratie. Mes amis et moi avions le sentiment d'habiter le monde du mensonge généralisé (...); pourtant, l'idéologie officielle gardait une certaine cohérence rhétorique et permettait d'abord à quelques fanatiques de survivre, ensuite, à la grande majorité, les conformistes, de disposer d'une rationalisation de leur situation. Et tout un chacun était conformiste, au moins une partie du temps. L'idéologie était donc nécessaire, avec ce contenu-là et non un autre, même si elle était moyen plus souvent que but. On ne saurait surestimer l'importance de ce camouflage. Je dois ajouter qu'à tout prendre nous préférons avoir affaire, plutôt qu'aux personnages cyniques fidèles au seul pouvoir, à des communistes "honnêtes" et sincères: le fait que ces derniers croyaient par choix personnel, non par fidélité au Parti, était l'indice qu'ils n'avaient pas renoncé entièrement à leur autonomie personnelle; leur engagement communiste pouvait, paradoxalement, jouer le rôle d'un rempart contre l'arbitraire du pouvoir » (Tzvetan Todorov, *Mémoire du mal, tentation du bien* — le pays évoqué est la Bulgarie).

Alain Besançon fait une analyse plus profonde dans les conclusion de son ouvrage, à propos des discours aux Congrès:

« **Le langage communiste** (...) est le signe de la communion du Parti dans l'idéologie. (...) Comme moyen de communication, il signifie entre les interlocuteurs l'accord sur la vision centrale, la naissance et la subsistance entre eux, le temps qu'ils parlent, de la réalité idéologique. Le langage **n'est pas un échange entre deux subjectivités différentes, mais une communion constatée à une même réalité**. Il est ainsi **un sacrement d'unité**. Dans le monde communiste, la malédiction de Babel est levée puisque la multiplicité des langues est surmontée par l'unification du style et que les gosiers individuels renoncent à proférer d'autres sons que ceux (...) [de] "la langue de bois". (...) Comme le langage idéologique, le langage liturgique est transpersonnel. Il manifeste la présence d'une autre réalité que la réalité empirique. L'officiant sort de sa subjectivité et, avec lui, l'assemblée participante. Le langage liturgique est rigoureux parce que la réalité signifiée doit l'être exactement sous peine d'être gravement altérée. On ne doit pas changer un mot et c'est pourquoi une liturgie évolue très lentement. Le ton n'est pas celui du langage ordinaire. Il y a une diction, une psalmodie distinctive. Enfin la liturgie promet aussi la levée de la malédiction de Babel, puisque entre les participants se compose une figure de l'Un. Dans un tout autre plan, celui de la réalité phénoménale, le langage scientifique possède les mêmes attributs que le langage liturgique: transpersonnel, ne ressortissant pas à l'intelligence commune, objectif, rigoureux, unificateur. Le langage idéologique est une fusion du liturgique et du scientifique. Certes, il se veut scientifique, mais la "science" idéologique ne se cantonne pas au prénomène. Elle pénètre dans l'Être, en donne la loi. Le discours idéologique est donc la seule liturgie de la seule réalité, laquelle ne tire pas sa consistance ontologique d'un Être transcendant mais d'une matière soumise au déterminisme.

Ce discours devient magie à mesure qu'éclate son impuissance. Incapable de modifier le réel selon ses fins, impuissant à créer un autre réel conforme à ce qu'il promet, **son rôle est d'évoquer, au sens magique du terme, c'est-à-dire de suggérer la réalité inexistante**. (...) Il est formulaire, car sa puissance est liée à la lettre, et il est incantatoire. (...) À l'appui de la magie linguistique, il se constitue une magie esthétique. (...) Elle avait pour fin de donner une consistance visuelle à l'autre réalité, de la faire voir en la faisant constater aux sens. (...) Rivaliser avec la nature signifiait dans l'ancienne peinture user des techniques de la représentation, de la couleur, de la perspective afin d'atteindre une réalité plus

profonde que celle qui s'offrait au regard de celui qui n'était pas un artiste. (...) **Le réalisme socialiste se veut un miroir d'une réalité inexistante.** (...) L'art devient irréaliste à la mesure de son "réalisme", et son enchantement se réduit à la technique sommaire du planteur de décor hollywoodien. Certes l'illusion manque son effet. Le spectateur n'a jamais l'impression d'y être (...). Mais en revanche il subit, sous la forme la plus brutale, l'agression du faux, comme un billet ouvertement falsifié dont l'État assurerait le cours légal.

Il n'y a plus aucune limite à la prolifération du discours, les rapports s'allongent jusqu'à la nausée, la presse les multiplie encore, **le langage ne rencontrant pas de résistance dans la réalité, mais constituant à lui tout seul le simulacre de celle-ci,** comme on dirait d'un écrou, "tourne fou". L'inflation démesurée de la parole vide est donc la contrepartie exacte (mais inverse) de la réalité réelle, réduite au silence, qui dérive indéfiniment en sens contraire, dérive dont l'inflation verbale, de l'autre côté de la charnière du pouvoir, mesure l'ampleur. L'idéologie s'épuise dans un culte écrasant de poids et de minutie, et son discours, sans rapport au phénomène, figure **une sorte de liturgie du néant.** Cette magie a pour but de résoudre le chiasme entre les deux ordres de réalité. Le dualisme, en fin de compte, se résoudra dans un monisme, puisque la réalité réelle se confondra, dans le communisme, avec l'autre. Le naïf n'admet pas la séparation *initiale* des deux ordres de réalité. "Si c'était pour traiter le peuple comme cela, pense-t-il, ce n'était pas la peine de faire la Révolution". Le cynique ne croit pas à la coïncidence *finale* des deux réalités. Il accepte donc le dédoublement intérieur, pour son profit. Mais le communiste, qui est dans la position juste, rejette ces deux tentations, vit tout entier dans la réalité idéologique, afin d'être, comme il convient, *l'avant-garde*, le précurseur du monde futur réconcilié ».

Selon ce vocabulaire, les cyniques en U.R.S.S. étaient la grande majorité; mais Todorov assure que les communistes pouvaient à l'occasion se révéler dangereux pour un régime de plus en plus fondé sur le seul cynisme. Quant aux naïfs, aux insensibles au « pouvoir magique de la lettre morte » (selon Pasternak), leur stage dans les poubelles de l'Histoire se prolongeait.

« Par la contrainte, le socialisme est construit. Par la magie linguistique il existe déjà. La découverte que fait le Parti est que ces deux moyens se combinent merveilleusement, de sorte que la magie facilite la contrainte, que la contrainte met en scène la cérémonie magique. On ne résiste pas à la tchéka, si l'homme qui vient arrêter votre père vous apporte *de ce fait* la véritable liberté. (...)

[L'idéologie n'a donc plus] à être crue: elle a (...) à être exécutée. (...) Il faut la *parler*, car la langue est une institution sociale et cette langue-là est l'institution de la société supposée existante. Mais à peine l'a-t-on parlée, fût-ce d'abord innocemment, par simple conformité sociale, en pleine conscience de son insignifiance, que la voilà qui prend corps. En effet, en la parlant, le pouvoir marque un point et l'idéologie qui ne fait qu'un avec lui a commencé à s'incarner: elle est donc vraie ».

C'est pourquoi la seule façon de la remettre en cause était de refuser de la parler, de participer au mensonge, d'affirmer un "je": « qu'importe si le mensonge recouvre tout, s'il devient maître de tout, mais soyons intraitables au moins sur un point: qu'il ne le devienne pas

par *moi*. (...) Car lorsque les hommes tournent le dos au mensonge, le mensonge cesse purement et simplement d'exister » (Soljenitsyne). Le régime le comprit assez vite: les **voix contestatrices** tolérées par Khrouchtchev furent étouffées dès qu'il apparut qu'elles risquaient d'attaquer non les dysfonctionnements du régime, mais ses fondements mentaux et idéologiques — un pas que Grossman, entre autres, avait franchi en quelques mois. Le symbole de ce regel culturel fut l'arrestation en 1965 des écrivains Iouri **Daniel** (1925-1989) et Andreï **Siniavski** (1925-1997), des figures du mouvement culturel du début des années 1960 (le premier comme poète et traducteur, le second comme historien de la littérature et critique). Arrêtés pour avoir publié à l'étranger des textes qui "calomniaient le régime et sapaient la puissance de l'État soviétique", ils furent condamnés l'année suivante à cinq et sept ans de camp à régime sévère¹. Le K.G.B. était toujours d'une efficacité redoutable. La **répression** n'était pas aussi brutale que dans les années 1930, mais l'on pouvait encore mourir en camp, en prison ou dans l'un des sinistres "**hopitaux psychiatriques**" à fonction carcérale, une innovation brejnévienne, qui furent l'un des symboles de l'U.R.S.S. à l'étranger dans cette période (les institutions psychiatriques internationales exclurent leurs sections soviétiques). Cependant l'Union soviétique, affaiblie, était plus soucieuse désormais de l'opinion internationale. De ce fait, à la fin de la période elle traitait déceimment les figures les plus connues de la dissidence: ainsi Sakharov, lorsqu'il fut arrêté en 1980, fut "seulement" envoyé en résidence surveillée à Gorki (Nijni-Novgorod), ville interdite aux étrangers, d'où il ne sortit qu'au moment de la Perestroïka.

Il fut impossible de faire taire les oppositions dans les milieux intellectuels: ce fut le mouvement de la **dissidence**, qui parvint à subsister jusqu'en 1985. Sa stratégie était nouvelle: les dissidents ne remettaient pas en cause la légitimité du régime, il exigeaient le seul respect des lois soviétiques; ils refusaient la clandestinité, recherchaient la plus grande publicité possible; ils n'y parvinrent qu'en Occident, les Soviétiques ne savaient à peu près rien de leurs activités. Ils cherchaient surtout à prendre le régime au piège de son juridisme tâillon, l'une des formes du règne surréel de l'idéologie (Staline n'avait-il pas donné à son pays "la constitution la plus démocratique du monde", la langue de bois n'insistait-elle pas sans arrêt sur la "conception socialiste des droits de l'homme", la seule authentique à ses yeux?). En 1975, l'U.R.S.S. commit notamment l'énorme bêtise de signer les **accords d'Helsinki**, par lesquels elle s'était engagée à respecter les droits de l'homme dans des termes définis en commun avec les Occidentaux (voyez au chapitre 6); au départ les Soviétiques avaient pris ce document pour un chiffon de papier, mais le formalisme juridique du régime post-totalitaire permit aux dissidents de s'engouffrer dans la brèche, exigeant le respect des accords, créant des comités de surveillance de leur application, etc.

¹ Siniavski, libéré et expulsé en 1971, est mort en France.

La première manifestation non officielle à Moscou depuis 1927¹ eut lieu à l'occasion de l'intervention en Tchécoslovaquie: elle rassembla huit personnes sur la place Rouge... Les *samizdat* se multiplièrent, surtout au début des années 1970; l'un des plus connus est la *Chronique des événements courants*, publiée à partir de 1968². Parmi les dissidents on trouvait des partisans d'un "marxisme-léninisme authentique", c'est-à-dire d'un retour à Lénine, comme l'historien Jaurès Medvedev (ceux-là, un peu comme les communistes libéraux du printemps de Prague, annonçaient les gorbatchéviens des années 1980); des libéraux occidentalistes comme Andreï Dimitrievitch **Sakharov** (1921-1989), le père de la bombe H soviétique, fondateur d'un Comité des Droits de l'Homme en 1970, prix Nobel de la paix en 1975, et des mystiques slavophiles comme **Soljenitsyne**, prix Nobel de littérature en 1970³. La parution en Occident du premier tome de *l'Archipel du Goulag* de Soljenitsyne, aux éditions *L'âge d'Homme* (à Lausanne) en décembre 1973, fut sans doute l'événement le plus marquant de l'Histoire de la dissidence; pendant toute la décennie, les défections spectaculaires (le violoncelliste Mstislav Rostropovitch, né en 1927, quitta l'U.R.S.S. en 1974 et fut déchu de sa nationalité soviétique en 1978) ou plus discrètes (comme celle du pianiste Sviatoslav Richter, 1915-1997), les expulsions (Soljenitsyne fut banni en février 1974⁴) succédèrent aux affaires sordides, comme celles qui concernaient les *refuzniki*, ces Soviétiques à qui le régime refusait la permission d'émigrer (concrètement, c'étaient essentiellement des Juifs qui désiraient partir en Israël. — voyez au chapitre 5): deux d'entre eux, Léonide Plioutch (un mathématicien) et Nathan Chtcharanski, furent internées en hôpital psychiatrique.

« — Ça va mal. Il s'est formé une âme en vous.

Une âme? Quel mot étrange et depuis longtemps oublié!

— C'est... très grave? balbutiai-je.

— Incurable, tranchèrent les [lèvres en] ciseaux.

— Mais, en somme, en quoi cela consiste-t-il? Je ne me rends pas bien compte...

— Comment vous expliquer... vous êtes mathématicien?

— Oui.

— Supposez une surface plane, ce miroir par exemple. Nous clignons des yeux pour éviter le soleil qui s'y refléchit. Vous y apercevez également la lumière d'un tube électrique; tenez, l'ombre d'un avion vient d'y passer. Tout cela ne reste qu'une seconde dans le miroir. Maintenant, supposez que par le feu on amollisse cette surface impénétrable et que les choses ne glissent plus, mais s'incrument

¹ La deuxième selon d'autres sources.

² Voici un extrait du numéro d'octobre 1969: « nous considérons aujourd'hui que le capitalisme assure aujourd'hui dans le monde le plus haut niveau de vie, les plus grandes libertés individuelles, et que la lutte contre le capitalisme sous toutes ses formes est criminelle et inutile ».

³ Remarquez au passage que dans les années de guerre froide l'Académie des Sciences de Suède et le Parlement norvégien, qui attribuent respectivement ces deux distinctions, faisaient beaucoup de politique!

⁴ Il est rentré en Russie en 1994. Voici ce qu'il écrivait en 1969 (comparez à la citation de la *Chronique des événements courants*): « une liberté sans limite en soi est complètement inadéquate à nous sauver. La liberté intellectuelle est un don très désirable, mais comme toute autre liberté, c'est un don d'une valeur conditionnelle, qui n'a rien d'intrinsèque, un moyen seulement grâce auquel nous sommes susceptibles d'atteindre un autre but, plus élevé ». Ils s'opposait à « une imitation passive de l'Occident ».

profondément dans ce miroir (...). Nous avons en nous un miroir sur lequel glissent le soleil, le tourbillon de l'avion, vos lèvres tremblantes et les lèvres d'un autre aussi... Ce miroir froid réfléchit, renvoie, tandis que le vôtre, maintenant, garde trace de tout et à jamais. Vous avez vu un beau jour une légère ride sur la figure de quelqu'un — vous l'avez toujours en vous; vous avez entendu quelque part une goutte d'eau tomber dans le silence, vous l'entendez encore maintenant...

— Oui, c'est justement ça (...) Mais pourquoi ai-je eu tout à coup une âme... Je n'en avais pas et puis, brusquement... Pourquoi personne n'en a-t-il, et moi... (...)

— Pourquoi? Pourquoi n'avons-nous pas de plumes, ni d'ailes, seulement des omoplates, qui servaient d'attaches aux ailes? Parce que nous n'en avons plus besoin; nous avons l'aéro, et les ailes ne seraient qu'une gêne. Des ailes, c'est pour voler, mais nous n'avons plus besoin de voler, nous sommes arrivés au but. Pas vrai? »

(Evguëni Zamiatine, *Nous autres*, 1920)

Il existait d'autres **formes plus voilées de critique** du système, de non-conformisme: par exemple l'attrance de la jeunesse pour la culture occidentale (rock, blue-jeans, etc.); au début des années 1980, un début de campagne écologique pour sauver le lac Baïkal de la pollution et contre de nouveaux projets de bouleversement de la nature; ou encore les fameuses histoires drôles où la population faisait assaut d'ironie désabusée envers le système — en voici une que je dois à Amandine Charron (khâgne, 1995-1998):

"C'est Léonide Ilitch qui fait visiter le Kremlin à sa vieille mère, trayeuse de choc en retraite, sortie tout exprès de son kolkhoze pour la première fois de sa vie. Il est tout fier. Ils passent devant les garages où s'alignent les limousines, traversent les salles de cinéma réservées, le supermarché en dollars, les tennis, puis entrent dans les appartements privés, visitent le harem, la galerie de peinture, les dix-sept salles de bain *avec eau chaude*, dans le garde-manger d'apparat ils admirent même PLUSIEURS BANANES... Mais la vioque, loin de manifester de l'enthousiasme, se montre de plus en plus nerveuse.

— Quelque chose te trouble-t-il, petite mère? Pourtant, ton garçon a réussi...

— Mais, Léonitchouk, mon fier moineau de la steppe... Et si les rouges reviennent?"

Certains artistes, sans être vraiment des dissidents, multipliaient les allusions et les doubles sens, comme l'acteur et chanteur Vladimir **Vissotski** (1938-1980), extrêmement populaire quoique seules quelques-unes de ses chansons aient été publiées en U.R.S.S. de son vivant (les autres circulaient sous forme de cassettes "pirates"¹). Voici l'un de ses textes les plus faciles à décrypter politiquement, *Vers les cimes*: c'est pratiquement un collage de slogans néo-staliniens (voyez notamment le vers 4) et de formules toutes faites empruntées à la sous-culture bien-pensante (romans de guerre, récits d'exploits, etc.) qui braillait le rêve, désormais vain, de l'avenir radieux et du progrès sans limites grâce au volontarisme politique (voyez les vers 6 et 12); mais s'y intercalent des notations d'une ironie acide (voyez notamment les vers 3 et 7):

¹ C'est au P.C.F. que revient l'honneur d'avoir publié le premier vrai disque de Vissotski, en 1976, au moment de l'épisode "eurocommuniste" (voyez au chapitre 6).

« Voilà, mes mains ne tremblent plus, je peux monter!
Voilà, ma peur a roulé dans le ravin à jamais, à jamais.
Aucune raison de m'arrêter, j'avance en glissant
Et il n'est pas dans le monde de sommets invincibles.
Parmi les routes inviolées il en est une pour moi,
Parmi les limites infranchies il en est une que j'ai dépassée.
Les neiges dissimulent les noms de ceux qui gisent en ces lieux .
Parmi les routes où nul n'a marché, il en est une pour moi.
Ici toute la pente est inondée de la lumière bleue des glaces
Et le granit a conservé le secret de traces inconnues.
Et je regarde vers mon rêve au-dessus des têtes,
Et j'ai une foi sacrée en la pureté des neiges et des paroles.
Beaucoup de temps peut s'écouler mais je n'oublierai pas
Qu'ici j'ai pu anéantir en moi le doute.
Ce jour-là l'eau me souhaitait en murmurant des succès pour toujours
Mais quel jour était-ce donc alors ? Ah oui ! Mercredi ! »

En revanche il n'y eut **pratiquement pas de résistance de la classe ouvrière**, bâillonnée depuis trop longtemps: on cite en tout en pour tout deux tentatives avortées de syndicats indépendants, et une soixantaine de grèves entre 1975 et 1985. Le mode de protestation privilégié des ouvriers, c'était depuis longtemps l'absentéisme, l'alcoolisme, le sabotage de la production... Pour les résistances des peuples allogènes, voyez au chapitre 5.

B) Quelques notes sur la société soviétique.

L'horreur franche avait cessé; mais la société soviétique était **une société atomisée**, incapable d'autonomie, incapable de se mobiliser, repliée sur les formes minimales de sociabilité (la famille ou ce qu'il en restait, les amis) et sur des réseaux informels instables et peu protecteurs, à la notable exception des réseaux mafieux. Paradoxalement, **le communisme**, né dans une société traditionnelle encore très "holiste"¹ comme disent les sociologues, et porteur d'une ambition collectiviste, **a engendré la société la plus individualiste du monde**², essentiellement parce la révolution a sapé les bases de la société holiste sans les remplacer par rien de convainquant, parce que les valeurs de groupe, d'égalité, de solidarité affichées par le régime ont très vite été perçus par le monde, à part les derniers croyants, comme de purs mensonges, des obscénités. Concrètement, la vie en U.R.S.S., c'était la compétition féroce et incessante de tous contre tous pour quelque ridicule passe-droit, pour quelque maigre avantage matériel, un appartement moins insalubre, un séjour dans une station balnéaire de Crimée, etc.; c'était les bakchichs versés aux médecins pour avoir une chance

¹ C'est-à-dire, d'après Vichnevski, une société « où l'individu n'est vu qu'à travers le prisme des intérêts de la collectivité toute entière ».

² Bon, les sociétés latino-américaines se défendent bien.

d'être correctement soigné, aux enseignants pour les examens; c'était l'arrogance des petits chefs, le droit de cuissage général dans les bureaux et les entreprises, l'impunité des corrompus, la nécessité de se corrompre soi-même pour émerger du lot... tout en entendant sans cesse, et en prenant l'habitude de manier soi-même, un discours moralisateur d'une niaiserie sans bornes.

C'était, selon l'expression de Vichnevski, **la société du « mufle-roi »**, la société des Charikov (voyez *Cœur de chien* de Boulgakov, déjà évoqué au chapitre 3): les commerçants affichaient des faces de portes de prison, ne donnaient de renseignements que lorsqu'ils y étaient acculés et fermaient leurs magasins au nez des clients à la minute prévue; à l'entrée de salles de restaurants vides des garçons vous annonçaient avec insolence que "non, c'est complet", dans les bus personne ne se levait pour permettre aux vieilles personnes de s'asseoir... Les ex-Soviétiques sont intarissables sur ce genre d'anecdotes; pour une présentation plus systématique, voyez *Le communisme comme réalité* d'Alexandre Zinoviev¹, paru en 1981; Zinoviev insiste en particulier sur le fait que la société soviétique, qui traitait les gens comme des "fonctions" et non comme des "personnes", donnait une prime systématique à l'égoïsme, à la paresse et à l'aboulie, et que cette servitude était devenue volontaire². Voici deux passages de ce livre, pêchés plus ou moins au hasard:

« On entend souvent dire qu'en Occident les gens vivent dans le plus complet isolement spirituel, et l'on oppose à celui-ci le contact humain dans les pays communistes, et tout particulièrement en Union soviétique. Je ne dirai rien de l'isolement occidental, ce n'est pas mon sujet. En revanche, je sais parfaitement ce qu'est le contact humain entre Soviétiques. Ce dernier a très certainement ses mérites: c'est la forme naturelle des rapports entre les hommes dans les conditions d'une sociabilité prédominante. Mais ce "bien" ne repose pas sur autre chose que la violence, l'humiliation et le contrôle réciproque. Il est la manifestation de la violence communiste de la collectivité sur l'individu. Cela étant, l'individu se laisse d'ailleurs volontairement violenter par les autres, car il participe lui-même à la violence exercée sur les autres. Le principe de fait de ces rapports "cordiaux" et "amicaux" est le suivant: "nous sommes tous des nullités". Dans ce système les gens cherchent à tout savoir de leurs voisins, ils se complaisent dans les moindres détails domestiques ordinairement peu reluisants, s'immiscent dans l'intimité d'autrui, se moquent les uns des autres et se répandent en ragots et en calomnies. L'attention qu'ils portent à leur entourage est toujours prétexte bon gré mal gré à quelque coup bas et répond à un besoin avoué ou non de salir et de diffamer. Loin d'être une réussite dans le développement spirituel de l'humanité, ce serait plutôt

¹ Zinoviev, né en 1922, logicien de formation, a été l'une des figures de la dissidence des années 1970; il a émigré en R.F.A. en 1979. Parmi ses œuvres les plus importantes, *Les hauteurs béantes* est paru en 1976; romans ou essais, la frontière est difficile à tracer d'autant que le thème est toujours le même, la société communiste. L'homme, par malheur, n'est pas respectable: il a des idées fort confuses en politique (il trouve le moyen de se dire encore collectiviste!), et même quelques tendances à l'antisémitisme.

² Il en concluait que ce serait l'avenir de l'humanité entière si les démocraties occidentales continuaient sur la voie de la permissivité, selon une dégénérescence générale, une entropie de la volonté; cette partie-là de la démonstration est nettement moins convaincante, ne serait-ce que parce qu'elle fait l'impasse sur les capacités des sociétés libérales à corriger leurs erreurs; mais elle est typique des années 1970, une époque où, du fait des progrès incessants du communisme dans le tiers-monde, l'on avait l'impression en Occident que le modèle soviétique de société était de plus en plus attractif. Sur ces points, voyez le chapitre 6.

quelque chose qui ressemble à de la promiscuité. Je ne connais rien de plus exécrable dans les relations humaines que ce contact intime entre Soviétiques. (...) Ici l'absence de toute culture au niveau des rapports humains est érigé en principe et passe pour être le *summum* du progrès. (...) Ce besoin de vulgariser, de médiocriser est peut-être l'un des phénomènes les plus terribles du communisme. Le principe selon lequel "les intérêts de la collectivité sont supérieurs aux intérêts de la personne" revient pratiquement à faire de l'individu un misérable sans valeur digne de moqueries et de mépris. Surtout pas de personnalité. Tout est là. Celles qui sont officiellement mises en avant sont aussi nulles que les autres sinon plus, tous les membres de la société le savent, surtout les moins ignares ».

« Le point essentiel est que dans la société communiste les hommes, en raison même des conditions de leur éducation et de leur existence personnelle, sont obligés de considérer comme naturelles les limites qui règlent leur conduite. Dès l'enfance, ils y sont préparés. (...) L'essence de l'asservissement communautaire ne réside pas dans une quelconque violence venue de l'extérieur, elle est dans l'attitude même de la population qui accepte les restrictions apportées dans l'exercice de sa liberté et concourt ainsi à leur reproduction tout au long de son existence. La majorité des gens n'ont pas le sentiment d'être asservis »¹.

Pourquoi ces dérives? Parce que tous les comportements que j'ai pris pour exemples, et d'autres bien pires, n'étaient pas punis, pas sanctionnés (les commerçants évoqués plus haut gardaient leur emploi même s'ils ne vendaient rien); parce que s'il fut possible de s'en plaindre à partir de la déstalinisation, en revanche il ne fut jamais permis d'en dénoncer la cause essentielle: la déresponsabilisation de toute une société, la liquidation du marché et des sociabilités librement consenties, c'est-à-dire de toutes les formes modernes d'échange entre individus — bref, le communisme. **Sans marché et sans sociabilités librement consenties, à l'âge moderne il n'y a pas de société, il n'y a qu'une masse, une foule, une populace; des femmes et des hommes seuls, des atomes, des "particules élémentaires"** selon la très belle expression de Michel Houellebecq².

Même dans les années 1970, alors que le stalinisme s'éloignait, que le régime n'arrivait plus à régenter tous les aspects de la vie des gens et ne s'y essayait plus

¹ Un autre passage, très brillant mais trop long pour être cité *in extenso*, met en cause la notion de "faiblesse de niveau de vie" en régime soviétique: si on le rapportait au travail fourni, et à une existence bien moins compliquée qu'en Occident, il était peut-être bien supérieur. Mais le principe "à chacun selon ses besoins", dont Zinoviev assurait qu'il était en passe d'être réalisé, empêche tout progrès, parce qu'il n'y a pas de progrès sans insatisfaction, sans défi, sans désir de faire bouger les choses: c'est pourquoi le communisme est incapable d'assurer à l'homme autre chose que la satisfaction approximative des besoins les plus fondamentaux, les plus matériels, les plus bas (voyez, au chapitre 3, la métaphore du lapin élevé en cage). Une fois cette étape atteinte, il est incapable d'évoluer — l'Histoire postérieure de l'U.R.S.S. a montré, en fait, qu'il n'était même pas capable d'assurer durablement ces satisfactions de base. En 1917, il était possible, avec pas mal d'aveuglement, de soutenir que les sociétés libérales n'arriveraient même pas à ce stade; aujourd'hui, c'est devenu, je crois, complètement absurde: les plus pauvres des Occidentaux sont mieux traités que cela — ils sont surtout bien davantage traités comme des *personnes*. Par pessimisme, Zinoviev surévaluait énormément les facteurs de stabilité dans la société soviétique, et l'attractivité de l'"entropie" communiste (cette expression-ci est de Zamiatine).

² Les deux occurrences de l'adjectif "moderne" sont destinées à démarquer cette analyse de celles des nostalgiques des sociétés "holistes" prémodernes, avec leurs sociabilités héritées et codifiées. Statiques, donc inadaptées aux changements très rapides que l'humanité a subis depuis deux siècles, elles sont mortes et ne renaîtront pas.

vraiment, aucune "société civile" au sens occidental n'émergeait du grand désastre: comme l'a dit un jour le Polonais Lech Walesa, **"il est bien plus facile de faire de la soupe de poisson avec un aquarium que le contraire"** (la citation est approximative). Seules certaines régions, certaines communautés connaissaient vers 1980 un début de mobilisation autour de la défense de l'identité nationale, ou avaient toujours conservé des structures sociales indépendantes du pouvoir (ainsi les confréries soufies dans les régions musulmanes). Mais ces phénomènes, ferments d'une renaissance de la société, n'étaient pas présents ou presque au centre du pays, en Russie. C'est pourquoi l'effondrement de l'U.R.S.S. n'y a laissé à peu près que ruine, anarchie, abrutissement, égoïsme, violence.

La **démographie** était de plus en plus problématique. L'espérance de vie était passée de trente et un ans pour les hommes et trente-trois pour les femmes en Russie d'Europe vers 1900, à soixante-deux ans et six mois pour les hommes, soixante-douze ans pour les femmes, vers 1980, malgré les grandes saignées de la période 1914-1950; mais ces progrès avaient atteint un plafond dans les années 1960, et des signes de régression commençaient à se faire sentir¹ — l'approche très quantitative des Soviétiques, avec les campagnes de vaccination millionnaire et la construction d'hôpitaux immenses, avait permis de lutter efficacement contre les maladies infectieuses dans les années 1920 à 1950, mais elle se révéla inefficace contre les cancers et les maladies cardio-vasculaires lorsqu'ils devinrent la première cause de décès; la gratuité générale des soins finit par avoir des effets désastreux en termes de gaspillages et de je-m'en-foutisme, tandis que la planification centrale autoritaire faisait sentir ses effets désorganisateur dans le domaine de la santé comme dans tous les autres². La **mortalité** remontait, effets de l'alcoolisme, des accidents du travail et de l'état désastreux du système hospitalier; à la fin des années 1970 le gouvernement cessa de publier des statistiques en la matière... Par ailleurs la **fécondité** et la **natalité** diminuaient très vite³, effets entre autres de certaines tares du système de soins (les avortements répétés, rendus nécessaires par

¹ Aujourd'hui (2001) l'espérance de vie des hommes russes est retombée à cinquante-huit ans (le même chiffre qu'au Pakistan — elle était de soixante-quatre en 1990) et celle des femmes à soixante-huit ans (soixante-quatorze en 1990). Pour mémoire, en France on en est à soixante-treize ans pour les hommes et quatre-vingt-deux pour les femmes, et les chiffres continuent à augmenter.

² Surtout qu'il y avait d'autres priorités. Les dépenses de santé, déjà neuf fois moins importantes en U.R.S.S. qu'en France en 1960, furent multipliées par 2,7 entre 1960 et 1980, contre 14,7 en France!

³ Cent femmes nées sur le territoire de la future R.S.F.S. de Russie en 1895-1900 ont donné naissance à quatre cent huit enfants; pour les femmes nées dans les années 1920 ce chiffre était tombé à deux cent vingt-sept, à cent quatre-vingt-neuf pour celles nées dans les années 1940 (ces chiffres allant jusqu'à la ménopause, le dernier concerne la fin de votre programme!). Les chiffres français pour la même époque sont: deux cent dix pour les femmes nées en 1895-1900, deux cent quarante-sept pour la génération des années 1940, qui n'était pourtant plus celle du baby-boom.

la pénurie de moyens de contraception, rendirent de nombreuses femmes stériles¹) et du système en général (le régime se vantait des nombreuses crèches et colonies de vacances, mais la taille minuscule des appartements décourageait les familles nombreuses). Dans ces conditions la population vieillissait vite.

La **famille** était en crise. Évidemment, les traumatismes des années 1914-1950 avaient joué un grand rôle dans cette déstabilisation: de nombreuses familles avaient été détruites, des millions de veuves ou des femmes de déportés avaient élevé seules leurs enfants, de nombreux Soviétiques avaient grandi dans les épouvantables orphelinats du régime, des enfants d'"ennemis du peuple" avaient été autoritairement séparés de leurs parents. Le fait que la plupart des femmes travaillaient, et qu'en même temps des mentalités très machistes subsistaient selon lesquelles elles devaient se charger seules de l'éducation des enfants du couple, n'arrangeait rien. L'alcoolisme massif chez les pères, la banalisation du divorce et un début de banalisation de l'union libre, venaient compléter le tableau (il y avait 11% de naissances "illégitimes" en 1970, 20% vers 1985)²; évidemment, la prostitution, "vice bourgeois", fleurissait, comme l'inceste et le viol dans une société où les victimes n'avaient aucun moyen de se plaindre (les bizuthages très spéciaux des jeunes soldats de l'Armée rouge étaient pourtant de notoriété publique, ne fût-ce qu'à cause des décès et suicides qu'ils entraînaient). Bien évidemment, il n'y avait aucune réflexion sur ces problèmes, aucune éducation sexuelle: les comportements familiaux et sexuels, au lieu d'être laissés à l'initiative des individus comme dans les sociétés occidentales modernes, étaient toujours fixés par l'État, mais un État inefficace et dépassé. La révolution des mœurs en cours en Occident était perçue comme une des manifestation de la décadence des sociétés bourgeoises, le régime était désormais sur ces points aussi éclairé que le Vatican de Pie IX (l'homosexualité était punie de camp de "rééducation par le travail")³.

Les **campagnes** se vidaient peu à peu malgré les obstacles administratifs, d'autant que les conditions de logement y était particulièrement calamiteuses. Vieillissantes, elles étaient peuplées de travailleurs démotivés et de bureaucrates d'un rang inférieur: il n'y avait plus depuis longtemps de société rurale, sauf aux marges de l'Empire (et encore). Les **villes** rassemblaient 62,5% de la population en 1980 (la barre des 50% avait été franchie en 1962). La crise du logement continuait mais des progrès avaient été faits, en particulier le régime avait renoncé à marquer l'architecture au coin de l'idéologie: les appartements communautaires étaient sur le recul⁴; en revanche les villes soviétiques étaient toujours aussi

¹ L'I.V.G. avait été réautorisé en 1955. Dans les années 1980, il y avait en R.S.F.S.R. cent quatre vingt seize avortements pour cent naissances (le chiffre le plus élevé de toutes les Républiques, je n'ai pas de chiffre global mais le chiffre le plus bas était supérieur à cent), contre vingt et un en France et onze en R.F.A.

² En réalité, comme l'espérance de vie a augmenté, la durée des mariages a quand même augmenté aussi au total. Mais pas la stabilité matrimoniale à l'échelle d'une vie!

³ Voyez aussi une note à ce sujet dans le cours sur l'Allemagne, au chapitre 5 sur la R.D.A.

⁴ Les appartements individuels soviétiques de l'après-guerre sont habituellement des deux-pièces: un séjour (où les parents dorment sur le canapé), une chambre, plus une petite cuisine, une petite salle d'eau, avec

peu conviviales. La société urbaine était peu différenciée par la richesse et le statut social, il n'y avait pas à proprement parler de classe moyenne; parmi les non-privilegiés la distinction majeure, entre ceux qui travaillaient de leurs mains et les bureaucrates, ne se traduisait pas dans le niveau de vie, ni vraiment beaucoup dans les modes de vie.

En revanche, il y avait des **privilegiés**, mais ils ne se définissaient pas par tel ou tel type de profession: c'étaient les **apparatchiks** (les "hommes d'appareil" qui n'avaient jamais touché une machine), les membres des différentes **nomenklaturas**, qui devaient leur ascension sociale non à leurs mérites ni à leur savoir mais à leur place sur une liste de préséance, à leurs relations, à leur appartenance à une clientèle. Ils étaient majoritaires dans certains quartiers "réservés", dans certaines villes (universitaires notamment: les scientifiques travaillant pour le complexe militaro-industriel y étaient intégrés). Certains commençaient à étaler leurs privilèges et le luxe où ils vivaient: au début des années 1980, pour marier sa fille, un membre du Politburo "emprunta" (et détruisit en grande partie) le service de table de Catherine II. Il s'appelait Romanov... Leurs privilèges n'étaient pas de nature monétaire, mais consistaient plutôt en une large immunité, en un accès privilégié à divers biens (matériels ou non, par exemple les voyages à l'étranger) sévèrement rationnés dans cette société de pénuries¹, et aussi dans les effets de leur propre solidarité qui leur permettait, en écartant les autres et en se répartissant le pouvoir en "fiefs" hiérarchisés, de se maintenir en position dominante. Les inégalités sociales étaient sans doute au total moindres que dans beaucoup d'autres sociétés, mais comme le régime avait promis d'y mettre fin et que la langue de bois niait leur existence, elles étaient moins bien tolérées, d'autant que la mobilité sociale diminuait: l'élite dirigeante tendait à se recruter de plus en plus héréditairement.

Formait-elle une "**classe** sociale"? Jusqu'ici, j'ai prudemment évité cette dénomination. Dans les années 1950 et 1960, il s'est trouvé un philosophe marxiste, le Yougoslave (ce n'était pas un hasard!²) Milovan **Djilas** (1911-1995), pour appliquer à l'U.R.S.S. une analyse sociale de type marxiste, notamment dans *La nouvelle classe*, ouvrage paru en 1957. Il assurait que la *nomenklatura* n'était autre que la nouvelle bénéficiaire de la plus-value, dans le cadre d'un "capitalisme d'État" en charge de la révolution industrielle dans une Russie attardée et dépourvue de bourgeoisie... L'analyse est discutable, car la *nomenklatura* ne possédait rien en propre, surtout pas les instruments de production (elle se contentait de gérer à son profit la propriété collective), et surtout parce que son pouvoir n'était pas d'essence économique mais politique: elle n'occupait pas

désormais un lavabo, et un W.C. généralement séparé. La surface de ceux que j'ai fréquentés en Estonie n'excède pas cinquante mètres carrés, ce qui n'arrange ni la natalité, ni la stabilité des couples.

¹ Trotski l'avait bien vu, un peu tard: « l'autorité bureaucratique a pour base la pauvreté en articles de consommation et la lutte contre tous qui en résulte ».

² Cela dit, Djilas a eu aussi des ennuis avec le régime titiste: il a été exclu de la L.C.Y. en 1954 et a fait de la prison à plusieurs reprises; mais il n'a jamais quitté son pays.

réellement une place particulière dans le processus productif, ce qui est la définition d'une classe sociale selon Marx; elle prospérait plutôt en parasite politico-administratif, comme la "**bureaucratie**" déjà décrite au XIXe siècle par Proudhon, ou, si l'on veut, selon des logiques néo-féodales de dilution hiérarchisée de l'autorité — mais dans le cadre d'un État bien plus puissant que ceux du Moyen Âge, avec des prétentions à la totalité. On peut éventuellement aussi employer le mot **caste**, avec prudence, pour insister sur le fait que ces milieux étaient de plus en plus fermés.

C) La sclérose économique.

Bien entendu, **les soixante-dix et quelques années de communisme ont changé la face de la Russie.** Elles l'ont fait entrer dans le monde moderne, elles l'ont industrialisée, électrifié¹; mais d'une manière très particulière: ce fut ce qu'Anatoli Vichnevski a appelé **une Modernisation conservatrice** (c'est le titre de son livre). Incapables de comprendre que le monde moderne est celui de la diversité, de la complexité, du mouvement perpétuel, donc de la liberté, ils ont tenté de la gérer comme on gérait les sociétés traditionnelles holistes, en l'enfermant dans un carcan de formes immuables élaborées certes dans un but de changement, mais dans et pour la Russie rurale du XIXe siècle. Ils ont tenté la modernisation économique sans ses instruments intellectuels, sans ses structures sociales et politiques². L'entreprise n'a fonctionné qu'une génération, par la terreur; elle a révélé ses limites après la mort de Staline.

Les chiffres étaient impressionnants, et nourrissaient l'illusion que l'U.R.S.S. était **une grande puissance économique**, la deuxième du monde: ainsi au milieu des années 1980 elle était pratiquement toujours parmi les trois premiers producteurs mondiaux d'énergie électrique, de pétrole, de gaz naturel, de houille, de fer, de fonte, d'acier, d'aluminium, d'or, de

¹ Référence à un mot célèbre de Lénine, prononcé à l'occasion du VIIIe Congrès des Soviets: « le communisme, c'est le pouvoir soviétique plus l'électrification du pays », formule qu'on abrège souvent en: "les soviets plus l'électricité" (la première formule est en fait déjà abrégée). La formule était devenue si rebattue qu'on la prit au pied de la lettre: la moindre ferme au fin fond du *raïon* de Võru avait l'électricité... mais aucun autre élément de confort. Il s'agissait d'une approche exclusivement technique des objectifs de la modernisation: la qualité des prestations et le confort réel des usagers n'étaient pas pris en compte.

² En gros, l'analyse de Vichnevski repose sur les principes suivants: les sociétés et les économies traditionnelles enferment les femmes et les hommes, à leur naissance et pour toute la vie, dans des structures fixes (la paroisse, la corporation, la confrérie, la famille) qui les protègent, mais empêchent tout changement: effectivement les sociétés et les économies traditionnelles sont faites pour ne pas changer. Les sociétés et les économies modernes sont des sociétés et des économies du changement, elles l'intègrent et tentent d'y faire face. C'est pourquoi elles sont l'univers des structures souples et changeantes, auxquelles on n'adhère que si on en a envie, et pour le temps qu'on veut: les entreprises privées, les partis politiques, les clubs... et même la famille moderne est bien moins permanente que la famille traditionnelle. L'U.R.S.S., avec ses structures obligatoires et ossifiées (le Parti, le Komsomol, etc.), était une société traditionnelle en pleine fin du XXe siècle. En fait, cela revient à dire qu'il n'y a pas de société moderne sans liberté, pas d'économie moderne sans libéralisme.

zinc, d'uranium, d'engrais minéraux, de ciment... Mais aligner ces chiffres sans se demander ce qu'il y avait derrière, comme le faisaient la plupart des professeurs de géographie, c'était déjà entrer dans l'illusion statistique, dans la logique purement quantitative de l'économie soviétique. En réalité ces chiffres ne signifiaient rien: la preuve en est que la plupart de ces secteurs économiques se sont effondrés en quelques mois — plus exactement, l'artificialité de ces niveaux de production s'est révélée en quelques mois.

Les faiblesses et les déséquilibres accumulés depuis quarante ans faisaient sentir pleinement leurs effets. L'économie soviétique était **insuffisamment capitalisée**, à l'exception des secteurs militairement stratégiques. **On avait trop compté sur le capital humain**: la main-d'œuvre, surexploitée et sous-payée, avait cessé de travailler dès que cela avait été possible (une plaisanterie de l'époque brejnévienne, peut-être polonaise, disait: "ils font semblant de nous payer, nous faisons semblant de travailler"). De ce fait la productivité était très basse; il existait un important chômage caché qui pesait très lourd sur les entreprises, lesquelles n'avaient pas le droit de licencier les travailleurs absentéistes (d'ailleurs généralement occupés à un autre emploi), les alcooliques (un Soviétique sur six vers 1985) ni les paresseux. Toutes les tentatives de stimulation individuelle des travailleurs se révélèrent vaines, car elles étaient dérisoires, et administrées rigidement depuis le centre. Toute initiative personnelle, hors système, était illégale! N'étaient tolérées que les initiatives ayant pour but de "mieux accomplir le Plan"...

On avait trop compté aussi sur le capital espace et sur les ressources naturelles, pas assez investi, pas assez consacré d'attention et d'argent à l'état des infrastructures. Les machines, les usines, les routes, les chemins de fer vieillissaient vite, d'autant plus qu'on leur demandait beaucoup à cause des exigences du Plan. Donc leur productivité baissait. Les ressources naturelles avaient été exploitées en dépit du bon sens, au point que des millions d'hectares de terre étaient devenues inexploitable, que certains gisements de pétrole sont considérés comme "perdus"¹. De plus le gaspillage des ressources des régions les plus anciennement industrialisées faisait que de plus en plus il fallait aller les chercher dans des zones d'accès difficile et très éloignées: les coûts liés aux transports explosaient.

Conséquence de ce saccage du milieu naturel, le **désastre écologique** est immense, sans doute en partie irrémédiable (je pense aux fleuves de Sibérie

¹ Une anecdote qui m'a été racontée dans les années 1980 par un ingénieur d'Elf-Aquitaine: dans certaines zones du bassin pétrolier de l'Ob les Soviétiques, au lieu de faire remonter le pétrole par pression — en envoyant de la boue sous pression dans la couche pétrolifère —, ce qui permet d'exploiter 80% des ressources d'un gisement, ont préféré se contenter du pétrole qui remontait naturellement à la surface une fois le puits creusé, ce qui représente 20 à 30% du total. Mais comme, du fait de la très faible rentabilité de ce système, ils ont été obligés de creuser des puits très proches les uns des autres, il est désormais impossible d'envoyer de l'eau sous pression pour récupérer le reste du pétrole: le sous-sol est devenu un vrai gruyère.

occidentale pollués pour des milliers d'années par des rejets d'usines nucléaires de l'Oural). La Sibérie, région d'écosystèmes fragiles, est particulièrement touchée; le lac Baïkal était en grand danger de mourir au début des années 1980 à cause des rejets des usines, de papier notamment, situées sur ses rives. Il semble avoir été sauvé provisoirement depuis... par la crise économique que traversent les régions voisines! On peut évoquer aussi le drame des vallées d'Asie centrale (celles de l'Amou Daria et de la Syr Daria) où la monoculture du coton, plante qui a besoin d'être abondamment irriguée, a provoqué d'une part l'assèchement progressif de la mer d'Aral, avec toutes les conséquences qu'on peut imaginer pour le climat et pour la vie des populations locales; d'autre part la remontée à la surface du sol de sel (entraîné par l'eau qui s'évaporait, d'autant plus que l'on irriguait bien plus que les plantes n'en avaient besoin: pas question de goutte-à-goutte!). Ce sel forme aujourd'hui des croûtes impossibles à éliminer. Des régions entières, cultivées depuis l'Antiquité, sont devenues des déserts...

De manière générale, on avait investi de manière beaucoup trop extensive, au lieu de s'occuper de la rentabilité des investissements, car dans le système soviétique la demande d'investissement n'était pas limitée par la crainte de pertes ou d'échecs. On avait privilégié la quantité sur la qualité: les normes avaient toujours été quantitatives — la qualité, elle, ne se mesure pas arithmétiquement. La **recherche** civile avait été négligée; les technologies étaient obsolètes, donc coûteuses. L'U.R.S.S. n'a été le théâtre d'*aucune* innovation technique non militaire de premier plan au XXe siècle...¹ En revanche, elle était de plus en plus dépendante des technologies occidentales (acquises légalement ou non²), car l'écart s'accroissait. Les produits étaient de mauvaise qualité: à Moscou au début des années 1980 les téléviseurs étaient responsables d'un tiers des incendies.

La main-d'œuvre sous-payée **consommait trop peu** (en 1976, le Soviétique moyen consommait trois à quatre fois moins que l'Américain moyen); du reste elle n'avait pas grand-chose à consommer du fait des insuffisances de la production et de la distribution de biens de consommation: de ce fait, la richesse ne circulait pas. On pouvait qualifier l'économie soviétique d'**économie de l'offre**, au sens où le consommateur n'avait aucun moyen de pression sur le producteur (par exemple il ne pouvait pas imposer une amélioration de la qualité en cessant d'acheter les produits les plus mal faits, tout simplement parce qu'il n'y avait généralement qu'un seul produit disponible, et que de toute façon le Gosplan était

¹ Même dans le domaine militaire, d'ailleurs, la propagande exagérait beaucoup — consciencieusement secondée par la C.I.A., qui avait tout intérêt à entretenir la paranoïa à Washington. L'Amérique n'a mis que dix ans à relever le défi de la conquête spatiale; l'efficacité des armements soviétiques était grossièrement surévaluée, ce qui ne signifiait pas qu'ils ne pouvaient pas faire de dégâts.

² Il y eut notamment, dans les années 1970, l'affaire du Tupolev 144, le supersonique soviétique: il ressemblait fort au Concorde, et pour cause, il avait été construit selon des plans volés; mais il y avait de nombreux accidents, dont un en France lors du salon du Bourget en juin 1973, parce que des plans ne sont rien sans un véritable savoir-faire.

indifférent au fait que les produits se vendaient ou non); à la différence des économies capitalistes modernes, économies de la demande où les entreprises sont toujours à l'écoute des souhaits des clients. Jamais l'U.R.S.S. n'a été capable d'offrir à ses citoyens ce qu'ils demandaient, que ce fût en qualité ou même en quantité. L'absence de tout système de crédit (il n'y avait même pas de chèques...) empêchait l'État de mobiliser pour la production les ressources des particuliers. Faute de produits à consommer des sommes colossales se trouvaient immobilisées sur les comptes d'épargne, censés financer la construction de logements.

En dernière analyse, c'est plus globalement l'**absence de propriété privée** qui a joué un rôle essentiel dans la sous-capitalisation de l'économie soviétique: d'une part, les Soviétiques n'investissaient pas un sou dans des biens qui ne leur appartenaient pas et dont ils ne pouvaient disposer à leur guise (c'est une des raisons pour lesquelles il n'y avait pas d'arbres le long des champs dans les kolkhozes, et pas souvent de lumière dans les cages d'escalier des immeubles collectifs). D'autre part, comme ils n'étaient pas propriétaires des biens immobiliers ni des entreprises où ils travaillaient, il n'était pas possible de vendre un patrimoine pour investir, pour entreprendre: investir où, entreprendre quoi, d'ailleurs? En fait, l'État (sous le nom de "peuple") s'était attribué la propriété de l'ensemble des biens, se trouvait à la tête d'un immense capital qu'il était totalement incapable de mobiliser, de faire fructifier... parce qu'un capital ne fructifie que s'il circule. L'État soviétique était devenu comme un gigantesque *Junker*, un gigantesque *hacendero*, menant grand train grâce aux revenus d'un domaine sous-exploité¹.

Cette économie insuffisamment capitaliste n'avait fonctionné que durant la phase initiale du régime, aux époques où le volontarisme politique, l'encadrement étroit de la population et la spoliation successive de catégories sociales entières (les nobles et les bourgeois à l'époque de la révolution, les koulaks dans les années 1930), puis l'exploitation des "pays frères", avait dégagé le capital nécessaire (le butin?). Dès que l'effort et la terreur se relâchèrent, dès qu'il n'y eut plus de richesses à piller, le système cessa lentement de fonctionner. Une économie "révolutionnaire" n'a de sens que comme levier d'un projet politique; elle ne peut pas être l'économie d'un pays "normal", elle ne peut durer.

Les principes des bolcheviks étaient ouvertement, volontairement antiéconomiques: ils refusaient les notions de propriété privée, d'argent, de marché, de profit, la loi de l'offre et de la demande, bref les principes sur lesquelles toutes les économies développées ont toujours

¹ Stolypine, à propos des campagnes russes, avait un jour fait cette analyse fort clairvoyante que si l'on renonçait à la propriété privée de la terre, celle-ci « acquerrait rapidement les mêmes propriétés que l'eau et l'air [qui appartiennent à tout le monde]: on l'utiliserait, mais personne ne songerait à l'améliorer, de faire des efforts pour que le fruit de son travail passe à autrui. En général, le stimulant au travail, ce ressort qui incite les gens à travailler, serait détruit ». L'analyse convient parfaitement à ce qui s'est passé dans les kolkhozes, comme à la grande propriété foncière précapitaliste: elle aussi ne coûte rien, donc ne fait généralement l'objet d'aucune tentative d'amélioration..

fonctionné, et fonctionneront toujours, car il ne s'agit pas des lois "du capitalisme" mais tout simplement des lois de l'économie. Ils le savaient; peu leur importait: leur projet n'était pas économique mais politique; c'était la réalisation d'une utopie. Mais des hommes eurent à vivre avec ce projet: ils le payèrent affreusement cher.

Les **structures économiques** étaient devenues **progressivement ingérables**, l'anarchie gagnait tout le système. La planification centralisée était inadaptée à une économie moderne, car trop complexe (aucun plan quinquennal ne fut réalisé! Pourtant le Gosplan occupait six cent mille fonctionnaires à la fin des années 1970: il définissait forcément un nombre limité d'objectifs et avait bien du mal à en changer lorsque cela devenait nécessaire). Elle aboutissait à d'incessantes erreurs de gestion, pas toutes aussi spectaculaires qu'à l'époque de Lyssenko, mais dont l'accumulation finissait par peser lourd. Certains présupposés de base étaient pervers de toute façon: ainsi le principe de la priorité accordée aux biens de production sur les biens de consommation, qui aboutissait fatalement à des goulets d'étranglement et à des **gaspillages**.

Deux anecdotes à ce sujet, qui remontent aux années 1980. Comme les transports étaient fortement subventionnés, les avions étaient pleins de paysannes des Républiques caucasiennes qui allaient vendre les tomates et les concombres de leurs lopins kolkhoziens à Moscou ou à Leningrad. En Estonie, on voit encore aujourd'hui de nombreuses serres en ruines, notamment dans les faubourgs des villes: à l'époque soviétique, comme l'énergie était presque gratuite, les Estoniens les chauffaient tout l'hiver et y cultivaient des produits du même type — l'Estonie, qui est située tout au nord de l'Europe, était devenue la première R.S.S. productrice de concombres! Les Russes de Leningrad, moins entreprenants, venaient en train (presque gratuit aussi) pour faire leur emplettes à Tallinn. Le tout coûtait évidemment les yeux de la tête au pays en énergie gaspillée (sans parler des heures de travail); mais dans la patrie du socialisme, les "services sociaux" n'avaient pas de prix.

Les services étaient complètement négligés, or dans une économie moderne il sont les principaux pourvoyeurs de croissance — mais allez expliquer cela à des maniaques des statistiques de production de tôle armée! Le **contrôle de l'espace** était extrêmement déficient, du fait de transports catastrophiques, gérés depuis Moscou. Ainsi on manquait de trains; le moindre problème dans une région (des gelées, un accident) se traduisait par des retards, des convois immobilisés dans tout le pays. On estime que 10 à 20% des récoltes se perdaient ou pourrissaient entre leur départ du kolkhoze et leur arrivée dans les magasins. Une grande partie du pays demeurait très enclavée (surtout la Sibérie où la seule voie de communication

importante, le Transsibérien, datait du début du XXe siècle: le B.A.M., censé le doubler au nord, n'a jamais réellement fonctionné bien qu'il ait été inauguré deux fois, la première en 1982). Surtout, l'activité économique était très inégalement répartie sur le territoire: ainsi la monoculture du coton régnait en Asie centrale, région sous-industrialisée; et cette répartition n'avait rien à voir avec celle de la population: la localisation d'importants kombinats sidérurgiques sur les grands fleuves sibériens, loin des centres de consommation, occasionnait des surcoûts importants. De plus, du fait des aberrations de la planification, les entreprises devaient s'approvisionner et vendre à des partenaires parfois situés à l'autre bout de l'U.R.S.S...

Les **pénuries** et la mauvaise qualité proverbiale des produits soviétiques représentaient une autre conséquence de cette incapacité à gérer l'économie, de ces désordres; mais on peut les rattacher aussi à d'autres tares plus profondes du système soviétique. Les prix à la consommation étaient bas; mais les coûts de production augmentaient puisque la productivité baissait. Donc il y aurait dû y avoir arrivée en masse de produits étrangers plus compétitifs, mais c'était interdit; ou alors hausse des prix suivie dans le meilleur des cas d'une hausse des salaires, bref inflation, mais c'était impossible: les prix étaient fixes (c'était l'un des sacro-saints "acquis du socialisme"). Donc les producteurs avaient tendance à fabriquer le moins possible de ces produits sur lesquels ils perdaient de l'argent, ou alors à les fabriquer à l'économie, ou encore à les stocker, à refuser de les vendre... **La pénurie est l'équivalent en régime de prix fixes de l'inflation en régime de prix libres.**

Enfin le maintien au pouvoir pendant plus de soixante ans d'une même clique (seul le Mexique a fait mieux au XXe siècle!), devenu sur la fin une caste incroyablement conservatrice et arrogante, l'absence de tout mécanisme d'expression de l'opinion publique, de tout moyen de signaler les dysfonctionnements et de tout espace de libre discussion des problèmes (il n'y avait pas d'élections, pas de presse libre, pas de droit de grève ni de manifestation...), enfin le culte général du secret dans un pays qui se représentait comme assiégé, l'habitude du mensonge, ont contribué à rendre les **structures de l'économie complètement opaques** et à rendre presque impossible toute réforme réelle, faute de données de base objectives sur lesquelles s'appuyer. Ainsi toutes les cartes étaient fausses (pour des raisons militaires — les gares et les ponts étaient systématiquement indiqués ailleurs que là où ils se trouvaient réellement, de nombreuses agglomérations du complexe militaro-industriel n'y figuraient pas); les statistiques n'avaient plus aucun rapport avec la réalité (elles étaient calculées sur des bases fausses depuis cinquante ans); les prix étaient fixés par l'État selon des critères abscons mais toujours anti-économiques; le Gosplan fixait des objectifs invraisemblables, puis pour ne pas avoir d'ennuis les directeurs d'usine annonçaient qu'ils les avait dépassés, ce qui permettait au Gosplan de fixer des objectifs encore plus délirants pour la suite...

Bref, l'économie soviétique était, d'après Vichnevski (citant un certain Naichoul), « une économie d'accords, marché bureaucratique complexe (...) À la différence du marché monétaire classique des biens et des services, le marché bureaucratique ne procède pas seulement et pas tellement à un échange de valeurs matérielles (...), mais de pouvoir et de soumission, de règles et d'exceptions à ces règles, de place dans la société »: tout ceci n'avait rien d'économique, donc il en résultait la plus grande anarchie.

Tout le monde se prêtait à ce jeu car il y avait longtemps que personne ne croyait plus au discours officiel, et très longtemps que personne ne travaillait plus pour le socialisme, mais pour soi et le moins possible. Toute une **économie "grise"** était apparue, profitant des failles du système, et notamment de la naissance, dès les années 1960, de "féodalités" locales qui monopolisaient le contrôle de telle ou telle région, de tel ou tel secteur. C'était les seules initiatives où l'énergie et l'initiative individuelle trouvaient à s'employer, puisqu'en théorie on n'avait pas le droit de prendre une initiative qui n'allait pas dans le sens du Plan... mais en réalité tout le monde trafiquait car on ne pouvait vivre autrement.

« Cinq personnes habitaient l'appartement communautaire (...): un tourneur, un tailleur, un monteur, deux veuves: l'une travaillait dans une fabrique de confection, l'autre faisait des ménages au soviet municipal. Et voici que (...) les deux veuves se retrouvèrent au poste de la milice. La *Section de lutte contre les déprédations de la propriété socialiste* les avait arrêtées dans la rue, séparément, alors qu'elles vendaient des filets à provision qu'elles tressaient la nuit, en se cachant l'une de l'autre. La milice fit une perquisition dans l'appartement et découvrit que le tailleur confectionnait, la nuit, des manteaux d'enfants et de femmes; que le monteur avait installé sous le plancher un réchaud électrique et faisait des gaufres que sa femme vendait au marché; que le tourneur de l'usine *Le flambeau rouge* était cordonnier de nuit et faisait d'élégants souliers de femmes. Quant aux veuves, non seulement elles tressaient des filets à provisions mais encore elles tricotaient des pull-overs pour dames... (...) Chaque contrevenant dut payer une amende de trois cent roubles, fut signalé à son lieu de travail et menacé de la déportation, tout cela en vue d'épurer la société soviétique de ses parasites et de ses éléments... *improductifs* ».

(Vassili Grossman, *Tout passe*, début des années 1960 — l'anecdote se place juste après la mort de Staline, plus tard il y eut un peu plus de produits de consommation dans les magasins et les risques encourus furent moindres).

À l'époque de la *Perestroïka* on commença à raconter d'incroyables histoires d'usines entièrement pillées par leurs propres ouvriers, matériel compris, et remontées dans un endroit discret, tandis que dans les locaux vides de l'ancienne usine les ouvriers ne venaient plus que toucher leur paye... Dans les campagnes estoniennes, on voit encore des tracteurs entièrement faits de pièces volées au kohkhoze! Bien avant l'effondrement du communisme, des pans entiers de la production étaient déjà aux mains de **mafias** qui bénéficiaient parfois d'appuis très haut placés. À la fin de l'ère Brejnev, un énorme scandale de "la mafia du coton ouzbek" et un "scandale des diamants" avaient commencé à éclater; au début de la période gorbatchévienne, la propre fille et le gendre de Brejnev y furent compromis.

Bien sûr des **causes économiques externes** ont joué aussi dans les difficultés de l'économie soviétique. Les tares ci-dessus exposées n'expliquent pas à elles seules l'effondrement d'un système qui, somme toute, avait fini par assurer à tous un minimum vital, une vie sinistre et presque animale mais enfin une vie, et avait accouché d'une société remarquablement contrôlée et imperméable au changement. Dans le passé, ce genre de construction a pu durer plusieurs siècles (ce fut le cas à plusieurs reprises dans la Chine ancienne). Dans le cas de l'U.R.S.S. des facteurs externes ont joué aussi: contrairement à la Chine impériale, l'U.R.S.S. n'était pas isolée du reste du monde, ne fût-ce que parce qu'elle était une superpuissance; elle avait des défis à relever, d'autant que le reste du monde, lui, changeait à vive allure. On peut réduire l'analyse à une seule phrase: l'économie soviétique n'a pas résisté à la confrontation avec un autre système économique, plus performant et en progrès constant.

Le **poids de la guerre froide** a eu un rôle déterminant. Selon certains analystes le budget militaire aurait absorbé jusqu'à 40% des dépenses de l'U.R.S.S. au début des années 1980 (Vichnevski s'en tient au chiffre de 20 à 25% pour les années 1980), ce qui était évidemment insupportable; aux États-Unis, jamais ce chiffre n'a dépassé 15% (6,5% dans les années 1980 d'après Vichnevski). Les industries les plus modernes formaient une espèce d'enclave improductive¹. Il fallait y ajouter le **poids de l'Empire**. Depuis 1945, l'U.R.S.S. avait mis en place un certain nombre de mécanismes d'exploitation de ses satellites; mais l'Empire avait fini par coûter plus cher qu'il ne rapportait (il fallut intervenir en Europe centrale et en Afghanistan, apporter un soutien économique aux "pays frères" en difficulté). Dans les années 1970, la stratégie d'expansion "tous azimuths" dans le tiers-monde a également coûté très cher. Jamais il n'y a eu, dans le "camp socialiste", de dynamique économique profitable à tous les acteurs, comme en Europe occidentale ou dans l'O.C.D.E., mais des rapports inégaux et contraints; et l'U.R.S.S. s'est révélée progressivement incapable de financer la contrainte.

¹ En particulier, au début des années 1980, 75% des crédits de recherche étaient affectés à des programmes militaires. 60% de la production du secteur des constructions mécaniques consistaient en matériel de guerre... Ces proportions ne faisaient qu'augmenter. Cette situation n'était pas due principalement à la guerre froide: dès le début, la mentalité communiste avait été une mentalité à la fois militariste, étatiste et planificatrice. Nous avons vu au chapitre 2 que le "socialisme de guerre" allemand, et plus généralement l'organisation économique de la Prusse militariste, avait été l'un des modèles de Lénine, et que Trotski avait voulu transformer le pays en une grande caserne. Et puis l'idéologie de la "forteresse assiégée", chère à Staline puis aux brejnéviens, était encore le meilleur moyen de continuer à faire admettre à la population la toute-puissance de l'État et la faiblesse du niveau de vie... « C'est dans la concordance des mécanismes internes de l'économie militaire, du monopolisme d'État et du totalitarisme de caserne que réside le secret de la longévité du modèle de mobilisation de la modernisation soviétique; mais il avait aussi ses points faibles. Privée de liens de retour et dictant ses priorités, l'économie militarisée ignore toute limite interne à son expansion. Elle s'étend comme une tumeur cancéreuse, engloutit toujours plus de ressources et ne s'arrête que lorsque toutes les possibilités économiques de la société sont épuisées » (Vichnevski), lorsqu'elle a ruiné le pays.

Et puis, tout en payant très cher la recherche de l'autarcie, **l'économie soviétique demeura toujours dépendante de l'Occident**¹, et cette dépendance recommença à s'aggraver rapidement dans les années 1970: elle concernait les exportations (de matières premières agricoles et énergétiques, mais aussi d'armes — 20% des exportations soviétiques en 1985!) et les importations (de céréales, de machine-outils, de produits manufacturés, de technologies). Les échanges n'étaient pourtant pas très importants en volume ni en valeur, même s'ils se développaient; mais ils étaient vitaux pour l'U.R.S.S. Pour reprendre un exemple de Vichnevski, l'industrie sidérurgique soviétique fabriquait de plus en plus de tubes pour l'exportation des hydrocarbures, et cette production qui consommait une bonne partie de l'électricité: l'économie tout entière se trouvait ainsi détournée de ses buts initiaux, cela contribue à expliquer pourquoi les Soviétiques souffraient toujours plus de pénuries d'objets manufacturés. Il fallait bien en acheter quelques-uns... en Occident, au prix fort (ou aux satellites d'Europe occidentale, qu'il coûtait cher d'entretenir): c'était un cercle vicieux.

En revanche les **effets de la crise mondiale** des années 1970 ont été limités, du fait de la faiblesse des liens économiques entre les deux blocs. On peut évoquer la chute du prix des matières premières, les effets du contre-choc pétrolier²; mais ce n'était pas l'essentiel.

Le résultat de tout cela fut que l'U.R.S.S. entra progressivement dans une profonde **crise économique**. Il est difficile d'en dater le début, d'autant plus que, dans une économie où la notion de rentabilité n'était pas pertinente, le niveau de vie de la population (la quantité de richesses et de services distribués) a pu se maintenir ou même s'accroître alors même que la production avait commencé à baisser; les prix fixes à la consommation cachent des prix de revient à la production de plus en plus élevés. Autrement dit, la crise a couvé longtemps, l'U.R.S.S. vivant à crédit et dépensant à perte, les déséquilibres et les tensions s'accumulant tandis qu'en surface les choses ne changeaient guère. Elle n'en fut que plus violente lorsqu'elle se déclencha.

En apparence (si l'on se fie aux statistiques officielles), la crise économique date de la mise en œuvre de la *Perestroïka*. Cette apparence nourrit aujourd'hui en Russie de solides nostalgies du joli temps de l'U.R.S.S. En fait, la *Perestroïka* n'a fait que révéler d'un coup tous les dysfonctionnements, les problèmes cachés, accélérer dramatiquement les évolutions, transformer l'engourdissement général en crise ouverte. Le déclin remonte au moins aux

¹ Même à l'époque stalinienne! Plus tard, la reconstruction s'est faite en partie grâce à des prêts américains (dans les premières années), et surtout grâce au pillage des équipements industriels allemands et japonais (en Mandchourie).

² Et surtout peut-être la déstabilisation de la Pologne et de la Hongrie, qui s'endettaient massivement auprès de l'Occident à cette époque; mais pour l'instant cela n'avait guère d'effets en U.R.S.S.

années de la "stagnation" brejnévienne et post-brejnévienne (1964-1985), lorsque s'arrêtèrent toutes les réformes autres que cosmétiques; on peut peut-être dater d'environ 1976 le début de la franche récession (c'est-à-dire le moment où la production s'est mise globalement à baisser) et de la baisse du niveau de vie. Certains vont plus loin: ils font remonter le déclin au début des années 1960, avec l'échec des réformes khrouchtchéviennes. Quelques historiens soutiennent même, chiffres "rectifiés" à l'appui, que la perte de dynamisme économique a commencé en fait dès la fin de la reconstruction, soit à l'époque de la mort de Staline... en d'autres termes, à la période où, pour la première fois depuis 1914, la Russie/U.R.S.S. fonctionnait selon un mode "normal", sans guerre ni révolution ni guerre civile.

Bref, le niveau de vie des Russes a dû continuer à s'améliorer lentement jusqu'au milieu des années 1970, sans pour autant que les problèmes de pénuries, etc., fussent jamais résolus. Jusqu'à la fin de la période, on vit l'urbanisation se poursuivre, le niveau d'instruction augmenter, etc. Mais certains secteurs commençaient à décliner de manière inquiétante, comme celui de la santé; le déclin démographique se traduisait, dans l'économie, par des pénuries de main-d'œuvre. L'agriculture, qui occupait encore 20% de la population, était dans un état lamentable: depuis 1971, l'U.R.S.S. était obligée d'acheter du blé à l'étranger, essentiellement aux États-Unis, qui le lui vendaient bien volontiers, trop contents de placer leur ennemi dans une situation de dépendance, et à la dictature militaire argentine; pour acheter ce blé l'U.R.S.S. cédait son pétrole, son or et ses diamants. Elle était bien incapable de vendre à l'étranger des produits manufacturés: l'industrie n'arrivait déjà pas à fournir la population, et les produits soviétiques étaient d'une qualité si désastreuse que même les Indiens et les Chinois n'en voulaient pas. Au total les rapports économiques de l'U.R.S.S. au monde extérieur ressemblaient de plus en plus à ceux d'un pays du tiers-monde.

Conclusion:

À la fin de l'ère Brejnev et dans l'interrègne qui suivit, le pays était toujours tenu en mains, ce qui faisait que les mécontentements ne s'exprimaient pas, et le discours officiel était toujours aussi optimiste; mais la situation réelle était déjà si grave, surtout dans le contexte de la reprise de la tension avec les États-Unis à partir de la fin de la présidence de Jimmy Carter, que déjà certains réfléchissaient discrètement à des réformes bien plus radicales que celles qui avaient eu lieu depuis les années 1950: ils se regroupèrent autour de Youri Andropov, puis de Mikhaïl Gorbatchev. Le grand déballage des années 1980 fit apparaître au grand jour des failles graves dans le contrôle de la société (une résurgence des nationalismes, des phénomènes mafieux), qui existaient déjà avant la *perestroïka* mais sans être reconnues officiellement ni combattues; mais l'affaiblissement brutal (et en partie volontaire) du pouvoir politique, très vite dépassé par l'évolution économique et l'éclatement des tensions

nationalistes, libéra les énergies mais aussi les "instincts anarchistes" d'une population habituée, depuis toujours, à n'obéir que sous la contrainte: pour beaucoup de Russes l'État est une nuisance, on ne lui obéit que si l'on y est forcé. Dans une société gérée de manière complexe et tâillonne, mais incohérente, obscure et inefficace, le recul du pouvoir provoqua immédiatement une explosion des désordres de toutes sortes. L'ensemble de ces phénomènes aboutit en quelques mois à un effondrement général tant du système politique que du système économique, à la disparition de l'U.R.S.S. et à la fin du communisme en Europe. Mais ceci, comme écrivait Kipling, est une autre histoire...

« L'Histoire de l'humanité-monde suivant une spirale, comme un avion. Ces circonférences peuvent être d'or ou de sang, mais en tout cas elles sont divisées en 360°. À partir du zéro on compte 10°, 20°, 200°, 360°, puis de nouveau zéro. certes, nous sommes revenus au zéro, mais pour un esprit raisonnant mathématiquement, ce zéro est tout différent du précédent. Nous sommes partis du zéro vers la droite et nous sommes revenus au zéro vers la gauche, c'est pourquoi, au lieu d'être au zéro positif, nous sommes au zéro négatif. Vous comprenez?

Ce zéro m'apparaît comme un immense roc silencieux, étroit et coupant comme un couteau. Nous avons quitté le côté noir du Roc Zéro et, tel Christophe Colomb, nous avons vogué dans une obscurité sauvage pendant des siècles en retenant notre respiration: nous avons fait le tour de la terre et enfin: "hourra! Tous aux mâts!" Nous nous sommes trouvés en face d'un Dieu jusque-là inconnu, auréolé par l'éclat polaire de l'État Unique, en face d'une masse bleue d'arcs-en-ciels, de soleils, de milliers de soleils, de milliards d'arcs-en-ciel...

Qu'est-ce que ça fait, que nous soyons séparés du côté noir du Roc Zéro par l'épaisseur d'un couteau? Le couteau est l'invention la plus solide, la plus immortelle, la plus géniale de toutes celles que l'homme a faites. Le couteau a servi de guillotine, c'est le moyen universel de trancher tous les nœuds. Le chemin des paradoxes suit son tranchant, c'est le seul chemin digne d'un esprit impassible... »

(Evguény Zamiatine, *Nous autres*, 1920).

« —C'est fou! Cela ne tient pas debout. Tu ne vois pas que ce que vous préparez, c'est la révolution?

— Oui, c'est la révolution, pourquoi cela ne tient-il pas debout?

— Parce qu'il ne peut pas y avoir de révolution. Parce que *notre* révolution a été la dernière et qu'il ne peut plus y en avoir. Tout le monde sait cela.

Je vis se dessiner le triangle moqueur de ses sourcils:

— Mon cher, tu es mathématicien, bien plus, tu es philosophe-mathématicien, eh bien, cite-moi le dernier chiffre.

— Quoi, je ne comprends pas, quel dernier chiffre?

— Eh bien, celui du dessus, le plus grand!

— Mais (...) c'est absurde. Le nombre des chiffres est infini, il ne peut y en avoir un dernier.

— Alors, pourquoi parles-tu de la dernière révolution? Il n'y a pas de dernière révolution, le nombre des révolutions est infini. La dernière, c'est pour les enfants: l'infini les effraie et il faut qu'ils dorment tranquillement la nuit...

— Mais quel sens cela a-t-il, au nom du Bienfaiteur? Quel sens cela a-t-il, puisque tout le monde est heureux?

— Bon, je veux bien, mais ensuite?

— C'est ridicule, voilà une question tout à fait puérile. raconte une histoire aux enfants, dis-leur tout, ils ne manqueront cependant pas de te demander: "et après, pourquoi?"

— Les enfants sont les seuls philosophes qui soient hardis. Et les philosophes hardis sont forcément des enfants. Il faut faire comme les enfants, il faut toujours demander: "et après?".

— Il n'y a rien *après*. Il y a un point. Il y a dans l'univers, également répandu partout...

— Ah, ah! "Également répandu partout", la voilà bien, l'entropie, l'entropie psychologique. Tu ne sais pas, mathématicien, qu'il n'y a de vie que dans les différences: différence de température, différence de potentiel. Et si une même chaleur ou un même froid règne partout dans l'univers, il faut les secouer pour que naissent le feu, l'explosion, la géhenne. Nous les secouerons.

— Mais (...) c'est justement ce qu'on fait nos aïeux pendant la Guerre des Deux Cent Ans...

— Et ils ont eu bien raison, mille fois raison. Seulement, ils ont commis une faute: c'est de croire qu'ils étaient le *dernier* chiffre, or ce chiffre n'existe pas dans la nature. Leur erreur est la même que celle de Galilée. Il avait raison de croire que la terre se meut autour d'un centre, mais il ne savait pas que l'orbite véritable de la terre n'est pas un cercle naïf...

— Et vous (...), vous ne commettez pas d'erreurs?

— Nous savons au moins que nous ne sommes pas le dernier chiffre. Peut-être l'oublierons-nous. nous l'oublierons nous même sûrement quand nous vieillirons, car tout vieillit. Et alors nous tomberons, comme les feuilles en automne, comme vous après-demain... ».

(*Ibidem*¹)

¹ George Orwell considérait ce dernier passage comme la matrice de *1984*, en tout cas ce fut la lecture de ces lignes qui lui donna l'envie d'écrire, à son tour, une parabole sur le totalitarisme.